ville de
vénissieux

Séance du 2 février 2026 à 18H

Date de convocation du conseil municipal le 27/01/2026

ORDRE DU JOUR

CONSEIL MUNICIPAL DU 2 février 2026 à 18h

Ordre du jour

1 - Budget primitif pour 2026. Budget principal et budget annexe de la Régie de restauration scolaire et sociale....5
2 - Taux de fiscalité locale pour 2026....11
3 - Prix de vente de repas de la Régie autonome de restauration scolaire et sociale....13
4 - Dotation de la Politique de la Ville (DPV) au titre de l'année 2026. Opérations proposées....15
5 - Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) au titre de l'année 2026. Opérations proposées....17
6 - Équipe de pilotage Politique de la Ville. Approbation et signature des conventions de participation financière et autorisation pour verser les participations et solliciter les subventions...19
7 - Programmation sociale 2026. Approbation d'une première série de subventions ville et approbation des actions sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Vénissieux....23
8 - Programmation sociale 2026. Approbation de la subvention de la Ville à la Mission Locale de Vénissieux....25
9 - Programmation sociale 2026. Approbation de la subvention de la Ville à l'association de Gestion des Centres Sociaux des Minguettes Eugénie Cotton et Roger Vailland....28
10 - Garantie d'emprunt au bénéfice de l'Union mutualiste de gestion des établissements du Grand Lyon (UMGEGL). Protocole d'accord transactionnel entre la Ville et le Crédit coopératif....30
11 - Attribution des subventions aux associations, régies et établissements publics pour l'année 2026....32
12 - Attribution d'une subvention pour l'association Office Municipal du Sport de Vénissieux pour l'année 2026. Autorisation de versement....35
13 - Attribution d'une subvention pour l'association C.M.O. Vénissieux Natation pour l'année 2026. Autorisation de versement....37
14 - Attribution d'une subvention pour l'association C.M.O.V. Gymnastique Danse Trampoline pour l'année 2026. Autorisation de versement....39
15 - Attribution d'une subvention pour l'association C.M.O.V. Gymnastique rythmique pour l'année 2026. Autorisation de versement....41
16 - Attribution d'une subvention pour l'association amicale laïque Vénissieux Parilly Basket pour l'année 2026. Autorisation de versement....43
17 - Attribution d'une subvention pour l'association Vénissieux Handball pour l'année 2026. Autorisation de versement....45
18 - Attribution d'une subvention pour l'association Vénissieux Football Club pour l'année 2026. Autorisation de versement....47
19 - Attribution d'une subvention pour l'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux pour l'année 2026 - Autorisation de versement....50
20 - Renouvellement de la Convention pluriannuelle d'objectifs entre la ville de Vénissieux et l'association dénommée Centre Associatif Boris Vian et attribution d'une subvention pour l'année 2026....52
21 - Attribution d'une subvention pour l'Association de gestion du Centre social Parilly pour l'année 2026. Autorisation de versement....54
22 - Attribution d'une subvention pour l'Association de gestion des Centres sociaux des Minguettes pour l'année 2026. Autorisation de versement....56
23 - Attribution d'une subvention pour l'Association de gestion du Centre social Moulin-à-vent pour l'année 2026. Autorisation de versement....58
24 - Attribution d'une subvention pour l'Association de gestion de la mini crèche Saperlipopette pour l'année 2026. Autorisation de versement....60
25 - Attribution d'une subvention pour l'association Arc-en-ciel pour l'année 2026. Autorisation de versement....62
26 - Renouvellement de la Convention d'objectifs Point Accueil Écoute Jeunes Sud-Est Lyonnais 2026-2028 et attribution d'une subvention à la fondation Action et Recherche Handicap et santé Mentale pour l'année 2026....64
27 - Attribution d'une subvention à l'association Mission Locale des jeunes pour l'année 2026. Autorisation de versement....67

28 - Attribution d'une subvention pour l'association ESTIME pour l'année 2026. Autorisation de versement.....69
29 - Attribution d'une subvention pour l’association Centre d’Information sur le Droit des Femmes et Familles du Rhône (CIDFF) pour l'année 2026. Autorisation de versement.....71
30 - Attribution d'une subvention pour l'APASEV. Autorisation de versement.....73
31 - Attribution d'une subvention pour l'association Traction Avant Compagnie pour l'année 2026. Autorisation de versement.....75
32 - Attribution d'une subvention pour l'association AMELY et renouvellement de la Convention d'objectifs pour l'année 2026.....77
33 - Attribution d'une subvention au CASC pour l'année 2026. Autorisation de versement.....79
34 - Attribution d'une subvention pour l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Métropolitaine lyonnaise pour l'année 2026. Autorisation de versement.....81
35 - Occupation d’un terrain appartenant à la Métropole de Lyon situé rue Guy Fischer. Approbation d’une convention.....83
36 - Approbation et signature de la convention de partenariat en vue de la valorisation culturelle des réseaux et du patrimoine de Sytral mobilités.....85
37 - Convention d'occupation temporaire du domaine public pour accueillir une offre de type restauration rapide-snacking au Centre aquatique Delaune.....87
38 - Modification modalités facturation et remboursement - Classes découvertes au Centre Eyzin Pinet.....90
39 - Politique d'archivage numérique de la Ville de Vénissieux.....92
40 - Renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel auprès du Comité d'Activités Sociales et Culturelles (CASC) des fonctionnaires territoriaux de la Ville de Vénissieux 94
41 - Renouvellement de la convention de mise à disposition de personnels auprès de la régie autonome personnalisée La Machinerie.....96
42 - Création et suppression des postes.....98
43 - Tableau des emplois.....102
44 - Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.....104
45 - Rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service public de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés.....110
46 - Compte-rendu des actes de gestion accomplis par Madame le Maire en vertu des dispositions de la délibérations n°40 du 11 juillet 2020 lui donnant délégation.....115

1 - BUDGET PRIMITIF POUR 2026. BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE DE LA RÉGIE DE RESTAURATION SCOLAIRE ET SOCIALE

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

Compte tenu des éléments présentés lors du débat d'orientation budgétaire du 8 décembre 2025, il est proposé au Conseil municipal l'approbation du budget primitif pour 2026 (BP 2026) pour le budget principal et le budget annexe de la Régie autonome de restauration scolaire et sociale.

Il est rappelé que le BP 2026 du budget annexe du cinéma municipal a été approuvé préalablement au cours de la séance du conseil municipal du 8 décembre 2025. Ce vote préalable s'explique par la création de ce budget annexe au 1er janvier 2026.

Un rapport de présentation du BP 2026 a été transmis au Conseil municipal ainsi que la maquette budgétaire.

Vu l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable du secteur public local M57 ;

Vu le Débat d'orientation budgétaire pour 2026 qui s'est tenu lors de la réunion du Conseil municipal du 8 décembre 2025 et le rapport d'orientation budgétaire ;

Vu le Règlement budgétaire et financier approuvé par le Conseil municipal du 30 janvier 2023 ;

Vu le rapport de présentation du BP 2026 et la maquette budgétaire ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget de la Ville avant le 30 avril 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE M. IACOVELLA, GROUPE UNIS POUR VÉNISSIEUX

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs,

En décembre lors du débat d'orientation budgétaire 2026, nous qualifions vos orientations de limpides, en fait un copier-coller des précédents exercices.

En cette fin de mandat, cet exercice nous donnait l'opportunité de faire un premier bilan de votre gestion et surtout de nous « dévoiler » l'héritage que vous laisseriez à vos successeurs.

En effet, le projet de budget présenté ce soir est sans surprise, à moins que vous nous réserviez quelques coups de théâtre dans les prochaines semaines.
Il est vrai qu'une partie de l'équipage municipal semble s'émanciper ou plutôt quitter le navire.

Benoîtement, nous pensions que la spirale du déclin inexorable de Vénissieux allait provoquer en vous un électrochoc et vous inciter, à l'aune des prochaines échéances, à amorcer une correction de cap dès le début 2026.

Rien de tout cela.

Les Vénissians subissent depuis trop longtemps des politiques qui accroissent la paupérisation de la ville engendrant entre autres : vandalisme urbain, actes de violences sur les personnes, désert commercial sans oublier l'explosion du narcotrafic.

Les ressources sont là, avec l'engagement soutenu de l'Etat entre autres. Elles pourraient être plus abondantes s'il n'y avait pas un jeu de cavalier solitaire.

L'utilisation de ces ressources questionne.

Aujourd'hui elles devraient être en priorité servir à : rétablir la sécurité publique, améliorer la santé des Vénissians, promouvoir l'économie et l'emploi pour que les vénissians se sentent forts et fiers et que tout cela profite in fine à la jeunesse vénissiane.

L'autofinancement dégagé au profit de l'investissement se contracte d'année en année. Il s'élèverait à près de 9 M€ en 2026 contre 10 M€ au BP 2025.

L'objectif de réaliser une programmation Pluriannuelle des Investissements à 120 M€ ne sera pas atteint. En effet le montant atteindra 103 M€ sur les 6 années écoulées.

Cette année, le recours à l'emprunt sera conséquent et indispensable pour assurer le programme d'investissement prévu.

Le déficit d'investissement des années passées pèsera sur le prochain mandat avec le cortège d'augmentation de taux d'emprunts qui se profilent.

Comme déjà évoqué, Madame le Maire, le prochain mandat démarrera avec un sac à dos très lourd pour la ville. La reconfiguration de 2 groupes scolaires imposera un recours à l'emprunt important et ce malgré le concours promis de l'ANRU pour des établissements existants.

Notre groupe, UNIS POUR VENISSIEUX estime ce projet de budget inadapté à relever les défis auxquels fait face Vénissieux.

Nous voterons contre cette délibération.

Merci pour votre attention.

INTERVENTION DE Y. AYVALI, GROUPE UNION DES VENISSIANS INDEPENDANTS

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, Nous examinons aujourd'hui un budget primitif à un moment particulier de la vie municipale, puisqu'il intervient à l'approche d'un renouvellement démocratique majeur. Dans ce contexte, les choix budgétaires engagent lourdement la responsabilité politique de cette assemblée.

Le débat budgétaire est un moment central de la démocratie locale. Il ne se limite pas à des chiffres : il traduit des priorités, une vision, mais aussi la manière dont le débat est réellement organisé et assumé.

Élu d'opposition, indépendant et sans étiquette, je rappelle que ce rôle n'est ni accessoire ni secondaire. Il existe précisément pour questionner, alerter et garantir que les décisions structurantes — notamment budgétaires — ne soient pas réduites à de simples formalités.

Au cours de ce mandat, j'ai été contraint de m'absenter pendant une période prolongée pour des raisons personnelles sérieuses. Cette absence n'était ni un choix, ni un renoncement. Elle a été assumée avec responsabilité, dans le respect du mandat qui m'a été confié. Je constate néanmoins qu'à mon retour, aucun

échange institutionnel n'a été engagé, comme si cette contrainte personnelle suffisait à effacer durablement une voix d'opposition.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient dans un contexte politique désormais marqué par des repositionnements visibles au sein même de la majorité municipale, après plusieurs années, de gouvernance commune. Ces évolutions rendent d'autant plus nécessaire un débat clair, transparent et pleinement assumé.

Or, sur des sujets aussi engageants que le budget, le fonctionnement de cette assemblée donne trop souvent le sentiment d'une continuité mécanique, comme si les transformations politiques en cours n'avaient aucune incidence sur la manière de gouverner et de débattre.

Je rappelle que l'opposition n'est pas un décor institutionnel. Elle est une garantie démocratique. Et lorsque le pluralisme est affaibli, c'est la qualité même des décisions publiques qui se trouve fragilisée.

Je souhaite enfin remercier les vénissianes et les vénissians qui, en dehors de cette salle, m'ont exprimé leur soutien et leur confiance. Leur vigilance rappelle que la démocratie locale ne se limite pas à cet hémicycle.

Ayant souhaité exprimer clairement cette position, je quitte maintenant la séance

Je vous remercie.

INTERVENTION DE P.A. MILLET, GROUPE COMMUNISTE ET REPUBLICAIN

Madame le Maire, chers collègues,

A l'approche des élections, on reproche souvent aux élus de faire de promesses qui seront vite oubliées demain. Alors, pour ce dernier budget de notre mandat, évoquons tout ce que la dépense publique municipale apporte concrètement aux habitants.

Impossible d'être exhaustif, mais quelques exemples : Sur l'accès aux droits

- l'aide au financement de la téléassistance des personnes âgées à partir de 70 ans.
- le partenariat intergénérationnel de l'OMR avec les EPJ, maisons de l'enfance.
- une unité maternelle du trouble du spectre de l'autisme
- l'accueil médicalisé à la résidence Ludovic Bonin
- La cellule de veille partenariale pour la lutte contre l'isolement des personnes âgées
- L'accès aux droits avec des écrivains publics et numériques
- les aides sociales aux activités sportives, à la location d'instrument de musique, à l'aide aux factures d'énergie
- une ville pionnière du programme Territoire Zéro Non-Recours

Sur la sécurité, plus de 7500 Vénissians ont donné leur avis en 2025 et proposé des priorités qui sont devenus un plan de 25 actions, réalisées ou en cours de mise en place. La plus connue avec des résultats très significatifs, le système Visia qui multiplie les amendes pour dépôt d'encombrants sur la voie publique, avec il y a peu deux amendes de 2500€, on peut penser que le fautif n'y reviendra pas. Évidemment aussi le renforcement des équipes ASVP et de polices municipales, l'expérimentation de brigades dédiées comme en centre-ville, et nos actions de prévention contre les addictions avec le forum santé, le soutien aux points d'écoute jeunes, le travail avec la métropole pour augmenter le nombre d'éducateurs de prévention…

Cette multitude d'actions parfois peu visibles n'est possible que par nos agents, par leur engagement pour faire vivre ces missions de services publics qui relient les vénissians, font reculer l'isolement, le chacun pour soi, et nous aide à résister à l'incivilité même si nous savons que c'est un défi dans notre société où certains croient que tout est permis.

Notre budget a permis de nombreux investissements, citons l'extension de l'école Jules Guesdes, les 3 cantines de plus transformées en self, les 11 cours végétalisées, la maison de l'enfance Anne Sylvestre, le centre social Roger Vaillant réhabilité, la reconstruction de la piscine Delaune, plus grande, plus accueillante, plus moderne et plus efficace énergétiquement, sans oublier le WIFI public pas encore assez connu, les espaces fraîcheurs dont l'espace aquatique coblod, envié des habitants des villes voisines, l'équipement Annie Steiner, avec sa bibliothèque de quartier qui ne désemplit pas et son FABLAB extraordinaire qui apporte l'innovation numérique à tous, la poursuite de l'agenda d'accessibilité programmée, qui prend du temps mais dont nous avons délibéré récemment le planning, un des enjeux prioritaires de notre PPI. J'ou-

blie la participation aux travaux d'économies d'énergie des copropriétés, près de 1000 logements au total, près de 100 maisons individuelles.
Je pourrai parler du sport, de la culture, de la santé, de l'école, de l'emploi et de l'insertion... Quand on discute avec des agents municipaux qui vous racontent ce qu'ils font au service des Vénissians, on est souvent ébahis, car même des élus peuvent ne pas voir tout ce qui fait.

Ce travail est reconnu largement au-delà de Vénissieux, avec le maintien des 4 fleurs qui repose non seulement sur la qualité du cadre de vie, mais aussi sur l'effort de propreté, de la place de la nature en ville, avec aussi les 4 étoiles du label transition écologique qui nous rapprochent de l'excellence au niveau national, parmi les 20 communes les plus avancées, sans oublier les trois lauriers de notre ville sportive…

Permettez-moi d'insister sur le label transition écologique. Nous sommes sur le chemin pour atteindre la 5ème étoile à 75%. Cela veut dire que nous faisons les trois-quarts de tout ce qui se fait de mieux sur chaque sujet dans toutes les collectivités de France. Ce n'est pas nous qui le disons, ce n'est pas un discours électoral, c'est l'avis d'un organisme très sérieux, dans un cadre européen, avec une évaluation reposant sur un référentiel qui ne se contente pas de nos déclarations, mais envoie un auditeur vérifier la réalité de nos actions.

Un dernier exemple qui confirme le rôle de la ville au service des Vénissians. Nous atteignons 400000 repas servi sur le premier semestre 2025, en hausse malgré la baisse des effectifs scolaires, plus de 5000 repas par jour scolaire en moyenne, à un prix moyen payé par la ville à la régie de restauration de 4,4€ dont la moitié de dépenses alimentaires, auquel s'ajoute les dépenses pour les salles de cantines et le service, le coût total étant pour la ville de près de 9€. Les familles paient de 1€ à 4,11€ selon le quotient familial, autrement dit, à Vénissieux, tout le monde bénéficie de la solidarité, payant seulement de 10 à 45% du prix total. Et cela ne se fait pas au détriment de la qualité ! De la nutritionniste aux actions contre le gaspillage alimentaire, des 50% d'achats durables dont 33% de bio, bien au-delà de l'objectif de la loi, à la diversification des recettes intégrant plus de céréales, notre cuisine centrale est reconnue, appréciée des parents et des enfants

La confusion et le mensonge.
Tout ce que nous avons fait, ce ne sont pas des promesses, ce sont des réalisations au service des Vénissianes et Vénissians dans un contexte difficile. Nous n'oublions jamais les difficultés que connaissent tant de Vénissians. L'INSEE vient d'annoncer que le dernier trimestre 2025 est le cinquième consécutif de baisse de l'emploi, 40 000 emplois supprimés dans le privé depuis un an. Je ne vous fais pas la liste, Bosch, Domo, Elkem, Symbio…pour ne prendre que des sites industriels proches.

Je sais bien que malheureusement, le débat public, surtout électoral, ne s'embarrasse pas des faits. Quand le grand patron Aulas propose les cantines et le périscolaire gratuit, chacun sait bien que c'est une promesse de campagne, sans souci de l'impact financier, et sans non plus réaliser que cette fausse gratuité est d'abord un cadeau aux familles aisées. C'est comme cette annonce de tunnel qui reprend 60 ans plus tard le délire de la droite lyonnaise inventant l'autoroute en centre-ville et transformant le cœur urbain de Perrache et dont Michel Noir disait dans les années 90 que c'était le plus grande connerie du siècle, qu'en disent les représentants de Aulas à Vénissieux ? Mais cela fait le buzz, loin du sérieux économique qu'on prête en général à la droite, alors même que ce sont des politiques de droite qui depuis des décennies creusent la dette de la France ! N'est-ce pas monsieur Iacovella qui nous avez si souvent donné des leçons de rigueur budgétaire sans jamais critiquer la gabegie budgétaire des gouvernements que vous défendez, gabegie qui coûte cher aux collectivités, même avec un PLF 2026 finalement moins violent que prévu, 2 milliards au lieu de 5 ou 6 selon les versions. Et surtout gabegie de ceux qui creusent les déficits alors que nous avons fortement réduit l'endettement des vénissians.

Dans ce contexte, nous sommes fiers d'une ville qui aide tous les vénissians à tenir bon face aux crises qui se succèdent, dans un monde incertain et violent qui les inquiète. Nous faisons tout pour unir les vénissians face à tous ceux qui veulent les diviser, pour relier et solidariser, rendre acteur, citoyen.

C'est difficile dans une crise politique qui détruit les repères, une dérive médiatique publicitaire qui permet à tant de prétendus influenceurs de remplacer le débat d'idée, l'analyse concrète des situations concrètes, disent les marxistes, par des slogans, des promesses, des polémiques et même des mensonges.

Mais cette crise n'est pas qu'en haut, à l'Elysée ou au parlement ! Comment peut-on croire un ex-socialiste qui avait choisi il y a 12 ans de casser l'union de la gauche à Vénissieux avant de rejoindre le macronisme derrière le député Yves Blein, qui soutenait il y quelques mois encore le courant du PS refusant tout accord avec LFI et qui nous dit aujourd'hui retourner sa veste ? Comment ceux qui l'avaient avec nous combattu en 2014, 2015 et 2020 peuvent-ils accepter qu'il se présente aujourd'hui comme un socialiste de cœur, dénonçant les socialistes vénissians qui avaient refusé sa dérive macroniste et étaient restés fidèles à l'alliance avec les communistes ? Quand les mots politiques peuvent être ainsi travestis en leur contraire, c'est le pire du politique.

Pour notre part, nous sommes fiers de diriger une ville symbole du refus de la dérive à droite, symbole des luttes sociales et du rassemblement populaire.

Notre budget est à l'image de nos efforts, un budget d'une gauche sociale engagée, qui refuse les fausses promesses et le buzz médiatique, qui appelle les citoyens à la mobilisation, à l'intervention pour éclairer les causes des crises qui bousculent notre pays.

INTERVENTION DE MADAME LE MAIRE

Pour la deuxième année consécutive, la ville de Vénissieux a bâti son budget sans que l'Assemblée Nationale ait adopté le Projet de Loi de Finances 2026, à savoir le budget de la nation. Dans ce contexte d'incertitude et de crise politique depuis la désastreuse dissolution de l'Assemblée, il faut saluer le travail des services, et notamment de la direction des ressources financières. Car il n'est vraiment pas facile d'y voir clair.

Les hypothèses retenues sont celles qui étaient présentes dans le PLF présenté par le gouvernement, à savoir : la baisse de la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF), l'augmentation de la dotation de solidarité urbaine (DSU), la forte baisse de la compensation de la réduction de taxe foncière des établissements industriels de 50% par l'Etat.

Si le PLF devrait être adopté aujourd'hui même à l'assemblée, la dernière mouture nous donne quelques informations. L'effort demandé aux collectivités territoriales passerait de 4,6 milliards d'euros à 2 milliards !

L'addition est certes réduite, mais reste salée : gel de la DGF, dotations d'investissement qui pourraient baisser et confirmation de la baisse de la compensation de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels. Le Dilico, fonds de réserve alimenté par des prélèvements sur les recettes fiscales des collectivités pouvant aller jusqu'à 2% des recettes de fonctionnement, ne concerne plus les communes, mais uniquement les Régions, Départements, dont la Métropole de Lyon, et certaines intercommunalités. A noter également une attaque à la formation des agents publics territoriaux avec l'amendement introduit par le gouvernement qui vise à plafonner la cotisation versée par les collectivités au CNFPT. Un prélèvement estimé à 45 millions d'euros, soit l'équivalent par exemple de la création d'un centre de formation de la police municipale.

Enfin, au sujet du fonds vert, après une baisse annoncée de 500 millions d'euros, le 1er ministre Sébastien Lecornu a indiqué au contraire qu'il l'augmenterait, de l'ordre de 200 millions d'euros supplémentaires. Mais à partir de quelle base s'effectuerait cette revalorisation du fonds vert ? Sur l'enveloppe d'1,15 milliards d'euros de 2025 ou sur les 650 millions d'euros prévus dans la première copie du PLF du gouvernement ?

La ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation a beau dire, je la cite, « que les collectivités ne seront jamais une variable d'ajustement et ne sont en aucun cas responsables du déficit », ce budget du gouvernement la contredit clairement sur le premier point. Un effort de 2 milliards d'euros, ce n'est pas rien dans le contexte de crises profondes auxquelles les habitants font face. Et cette contraction des finances locales s'inscrit dans la durée, après la baisse des dotations, le contrat de Cahors, qui limitait les dépenses de fonctionnement, ou encore la suppression de la taxe d'habitation par le gouvernement d'Edouard Philippe-Emmanuel Macron.

Sous l'effet des politiques d'austérité, la pauvreté, la précarité gagnent du terrain, et c'est notre ville qui y répond avec un budget et des dispositifs d'accompagnement pour les Vénissians. La priorité, cette année comme les précédentes, est de ne pas ajouter de crise à la crise ! Selon le dernier rapport de l'Insee, jamais la France n'avait atteint un taux de pauvreté aussi important depuis trente ans. Près de 10 millions de personnes dans notre pays vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, soit plus de 15% de nos compatriotes. Au CCAS, les aides les plus sollicitées ont concerné en 2024 les aides financières pour le paiement des factures courantes (loyer et énergie) à hauteur de 26% et les secours alimentaires pour 30%. Le constat est clair : les difficultés des Vénissians pour faire face aux dépenses du quotidien s'accentuent.

Ce budget primitif reprend les orientations du DOB dont nous avons débattu fin décembre. Pas de hausse des taux de la fiscalité locale, et ce depuis 2016 !, gel des tarifs municipaux impactant le plus grand nombre (restauration scolaire, enfance), maintien de l'enveloppe revalorisée de subventions aux associations, à hauteur de 4,9 millions d'euros. Je rappelle la situation inquiétante des associations : à l'échelle nationale, 69 % des associations employeuses déclarent des fonds propres fragiles, 39 % envisagent des réductions d'effectifs, 28 % se voient contraintes de réduire ou annuler des actions. Les politiques d'austérité fragilisent tout autant les habitants que le tissu social.

Pour l'année 2026, les dépenses d'investissement de Vénissieux s'élèvent à 30,8 millions d'euros. Elles viennent alimenter la fin de la construction du centre aquatique Auguste Delaune, la création de la Maison des Mémoires Olga-Bancic, la reconfiguration-réhabilitation du groupe scolaire Léo Lagrange, le nouveau groupe scolaire Charles Perrault. Elles marquent la poursuite de la création d'espaces fraîcheurs et le passage à 100% LED de l'éclairage public. La Ville de Vénissieux continue d'avancer pour tous les Vénissians avec l'intérêt général comme priorité.

Les communes et les services publics de proximité ont montré leur rôle indispensable tout au long des crises qui viennent de se succéder. Ils renforcent les solidarités, luttent contre les injustices sociales et garantissent la continuité territoriale. Dans le cadre de la prochaine loi de décentralisation annoncée par Sébastien Lecornu, l'autonomie financière et le principe de libre administration des collectivités locales figureront au cœur des débats. De leur renforcement dépendront l'avenir et l'autonomie de nos politiques de proximité, le rôle central de la commune et les solidarités de notre pacte républicain.

Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le budget primitif pour 2026, par chapitre budgétaire, du budget général de la Ville de Vénissieux et du budget annexe de la Régie de restauration scolaire et sociale.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**31**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA**
Vote(s) Contre	**8**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Abstention(s)	**1**	Lotfi **BEN KHELIFA**
Ne prend pas part au vote	**0**	

2 - TAUX DE FISCALITÉ LOCALE POUR 2026

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

Compte tenu des éléments présentés lors du débat d'orientation budgétaire du 8 décembre 2025, je vous propose de maintenir les taux de fiscalité directe au niveau de ceux votés pour 2016. Pour 2026, la Ville vote un taux de fiscalité pour la taxe sur le foncier bâti (TFPB) et pour la taxe sur le foncier non bâti (TFNB). Elle vote également un taux pour la taxe d'habitation (TH) résidences secondaires.

Au budget primitif pour 2026, le produit attendu des contributions directes s'élève à 43 710 529€. Il comprend le produit de TFPB, de TFNB et de TH résidences secondaires ainsi que le produit issu du coefficient correcteur compensant la suppression de la TH.

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies relatif aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu les éléments du débat d'orientation budgétaire du 8 décembre 2025 ;

Vu le Budget primitif pour 2026 ;

Considérant la nécessité de se prononcer sur les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- fixer à 22,68 % le taux de fiscalité sur la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
- fixer à 34,08 % le taux de fiscalité sur la Taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- fixer à 40,62 % le taux de fiscalité sur la Taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
- charger Madame le Maire de notifier cette décision aux services fiscaux.

Suffrages exprimés	**40**

Vote(s) Pour	**31**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**9**	Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Ne prend pas part au vote	**0**	

3 - PRIX DE VENTE DE REPAS DE LA RÉGIE AUTONOME DE RESTAURATION SCOLAIRE ET SOCIALE

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

La régie autonome de la restauration scolaire et sociale assure la production et la livraison de repas pour plusieurs équipements de la Ville, du CCAS ou associatifs : écoles, maisons de l'enfance, centre social, équipements d'accueil du jeune enfant, résidences pour personnes âgées.

Depuis septembre 2014, la Ville ne subventionne plus la régie autonome, qui vend désormais ses repas à la Ville, au CCAS et aux associations au coût prévisionnel de production et de livraison.

Chaque année, il est demandé au Conseil municipal d'acter de l'évolution des prix de facturation, **indépendamment de la politique municipale de tarification à l'usager.**

Ces prix visent à couvrir les charges d'exploitation supportées par le budget annexe de la régie autonome (coûts alimentaires, personnel affecté à l'unité centrale de production et frais généraux).
Ils ne couvrent pas les charges indirectes imputées sur le budget principal de la Ville (personnel affecté au service à table et à l'entretien des locaux, dépenses énergétiques des restaurants).

Pour l'exercice 2026, les prix suivants sont proposés :

	2026
Restauration scolaire	
Repas enfant maternel	4,41 €
Repas enfant élémentaire	4,78 €
Repas adulte scolaire	5,48 €
Repas des personnels	5,48 €
Crèches	
Repas enfant	3,87 €
Repas adulte	5,48 €
Gouter grand	0,65 €
Gouter bébé	0,22 €
Maisons de l'enfance et **Centre social** (goûter de l'après-midi compris)	
Repas enfant	5,16 €
Repas adulte encadrant	5,90 €
Repas des personnels	5,48 €
Résidences de personnes âgées	
Repas adulte	5,69 €
Suppléments	
Vin en bouteille 25 cl	1,77 €

Café	0,43 €

Les prix de vente des **prestations** fournies à la Ville de Vénissieux pour des manifestations qu'elle organise seule ou en partenariat seront définies sur présentation d'un devis établi par la Régie autonome de Restauration Scolaire et Sociale et accepté par la Ville.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°17 du Conseil Municipal du 25 juin 2014 portant modification des statuts de la Régie Autonome de la Restauration Scolaire et Sociale ;

Considérant que les prix de vente sont établis annuellement sur la base des coûts de gestion prévisionnels ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- valider, pour l'exercice 2026, les prix de vente des repas de la Régie autonome de la restauration scolaire et sociale, tels que proposés dans le présent rapport.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**31**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**9**	Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Ne prend pas part au vote	**0**	

4 - DOTATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (DPV) AU TITRE DE L'ANNÉE 2026. OPÉRATIONS PROPOSÉES

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

La loi de finances pour 2015 a transformé la Dotation de Développement Urbain en Dotation Politique de la Ville (DPV). Cette dotation a vocation à compléter la logique de péréquation poursuivie dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS), par un soutien renforcé à 180 villes particulièrement défavorisées (dont 120 en Métropole).
La principale évolution introduite par l'article 107 de la loi du 29 décembre 2014, vise à inscrire l'utilisation des crédits relevant de cette nouvelle dotation dans la programmation des contrats de ville, conclus à l'échelle intercommunale.

Les crédits de la DPV sont désormais répartis en application des articles L 2334-40 et R 2334-37 du Code Général des Collectivités Territoriales et ont été reconduits pour l'année 2026.

À la demande de Madame la Préfète du Rhône, une première liste d'opérations susceptibles d'émarger à la Dotation de la Politique de la Ville a été élaborée, en concertation avec les services.

Intitulé de l'opération	Montant H.T	Subvention DPV sollicitée	%	Part Ville	%
Construction du groupe scolaire Charles Perrault	16 666 660 €	2 000 000 €	12	14 666 660 €	88
Tranche 1 de la reconfiguration du groupe scolaire Léo Lagrange	8 333 330 €	2 000 000 €	24	6 833 330 €	76
TOTAL	25 499 990 €	4 000 000 €		21 499 990 €	

Vu les articles L2121-29 et L2334-40 du code des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de délibérer pour constituer le dossier de la Dotation Politique de la Ville 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les modalités prévisionnelles de financement de cette proposition ;
- autoriser Madame le Maire à inscrire les opérations considérées dans la liste définitive des opérations susceptibles d'être éligibles à la Dotation Politique de la Ville au titre de l'année 2026 ;
- autoriser Madame le Maire à solliciter les subventions à percevoir et à signer tout document nécessaire à leur instruction et leur versement ;
- dire que le montant de la recette sera imputé sur la nature comptable 748372 « Dotation Politique de la Ville ».

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**38**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**2**	Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Ne prend pas part au vote	**0**	

5 - DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) AU TITRE DE L'ANNÉE 2026. OPÉRATIONS PROPOSÉES

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

Afin de maintenir le soutien à l'investissement public local et de l'orienter vers les grandes priorités nationales en matière d'équipement des territoires, le gouvernement a décidé de renouveler la Dotation de Soutien public à l'Investissement Local (DSIL) pour l'année 2026.

L'article L.2334-42 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que toutes les communes sont éligibles à la dotation, dès lors que le projet présenté s'inscrit dans le cadre des opérations prioritaires ci-dessous :

- Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables
- Mise aux normes et la sécurisation des équipements publics
- Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements
- Développement du numérique et de la téléphonie mobile
- Réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants
- Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires.

À la demande de Madame la Préfète du Rhône, une première liste d'opérations susceptibles d'émarger à la DSIL a été élaborée, en concertation avec les services.

Les modalités prévisionnelles de leur financement sont détaillées sur le document joint en annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment à l'article L 2334-42 et R 2334-39 ;

Vu l'instruction n° NOR : ATDB2506163J relative aux règles d'emploi en 2025 des dotations de soutien à l'investissement des collectivités territoriales et du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (Fonds vert) du 28 février 2025 ;

Considérant les projets de la municipalité ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les modalités prévisionnelles de financement de cette proposition ;
- autoriser Madame le Maire à arrêter la liste définitive d'opérations susceptibles d'être éligibles à la DSIL au titre de l'année 2026 ;
- autoriser Madame le Maire à solliciter les subventions à percevoir et à signer tout document nécessaire à leur instruction et à leur versement ;
- dire que le montant de la recette sera imputé sur la nature 748373 « Dotation de Soutien à l'Investissement Local ».

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

6 - ÉQUIPE DE PILOTAGE POLITIQUE DE LA VILLE. APPROBATION ET SIGNATURE DES CONVENTIONS DE PARTICIPATION FINANCIÈRE ET AUTORISATION POUR VERSER LES PARTICIPATIONS ET SOLLICITER LES SUBVENTIONS

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur MILLET

Le Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 – Engagement Quartiers 2030 représente le cadre partenarial d'interventions concourant au développement social et urbain des quartiers prioritaires de la politique de la Ville, à savoir, les quartiers du plateau des Minguettes, de Duclos - Barel - Croizat, Monery, la Borelle, les Marronniers et le secteur des Acacias sur le QPV Etats-Unis Langlet Santy.

L'équipe de pilotage de la Mission Grand Projet de Ville, cofinancée par l'ANRU (Agence Nationale de Renouvellement Urbain), l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires), la Métropole de Lyon et la Ville, est co-mandatée pour le déploiement de cette politique. Elle est composée d'un directeur de projet porté par la Métropole de Lyon, d'une directrice adjointe, de cinq chargés de développement territorial et d'un secrétariat portés par la Ville de Vénissieux. En complément, la mission Projet Éducatif et Solidaire de la Ville porte un poste de chargé de mission animation de la vie sociale qui est éligible au financement de la politique de la ville.

Ce rapport a pour objet :

- de permettre de verser la participation de la Ville relative au poste de directeur de projet, porté par la Métropole de Lyon
- de permettre de percevoir les participations de l'ANCT, de la Métropole et de l'ANRU sur les postes portés par la Ville

Afin de formaliser les engagements financiers réciproques entre la Métropole de Lyon et la commune, une convention financière est signée, chaque année, entre la Métropole de Lyon et la commune (convention de participation financière relative aux remboursements de frais équipes projet 2025 - Annexe 1).

Je vous propose la liste des participations financières concernées pour l'année 2025 :

Participation financière 1 :

Maîtrise d'ouvrage : Métropole de Lyon
Délégation urbanisme et mobilités - Direction Politique de la Ville et Territoires de Projet
Pilotage de la Mission Grand Projet de Ville, Directeur

Le forfait ANRU permet de financer le poste de directeur de projet porté par la Métropole.

Dépense prévisionnelle pour 2025	76 091 €
Participation de la Ville	13 215 €

Participation ANRU	38 333 €
Charge nette Métropole de Lyon	24 543 €

Participation financière 2 :
Maîtrise d'ouvrage : Ville de Vénissieux
Direction Générale, GPV – Contrat de Ville
Équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale : les 5 chargés de développement territorial, la directrice adjointe et l'assistante de la Mission Grand Projet de Ville
Direction Générale, Mission Projet Éducatif et Solidaire : le chargé de mission animation de la vie sociale et parentalité Convention Territoriale Globale /Politique de la Ville

Dépenses prévisionnelles pour 2025	380 546 €
Subvention Métropole de Lyon	152 218 €
Subvention ANRU	31 668 €
Subvention ANCT	30 000 €
Autre financeur	9 960 €
Charge nette ville de Vénissieux	156 700 €

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la délibération n° 2024-2285 du Conseil de la Métropole de Lyon du 11 mars 2024 relative au Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 - Engagements Quartiers 2030,

Vu la délibération n°2024/2 du Conseil municipal du 8 avril 2024 relative au contrat de Ville Métropolitain 2024- 2030 - Engagements Quartiers 2030,

Vu la délibération DEL24_06_03_7 du Conseil Municipal du 3 juin 2024 relative à l'approbation de la convention locale d'application de Vénissieux 2024-2030 du contrat de ville Métropolitain - Engagements Quartiers 2030,

Vu la délibération n°2025-3277 du Conseil de la Métropole de Lyon du 15 décembre 2025 relative au financement des équipes projet politique de la ville - Année 2025 - Approbation et signature des conventions de participation financière

Considérant les objectifs de la Convention Locale d'Application de Vénissieux 2024-2030 assignés au Grand Projet de Ville,

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE A. ARNOULD, GROUPE UNIS POUR VÉNISSIEUX

Madame la Maire, chers collègues, M Millet,

J'ai vraiment l'impression que nous ne vivons pas dans la même ville mais finalement vous êtes le symbole de la France le Coq ! Les deux pieds dans la merde ça chante encore.

Je veux vous parler d'un problème plus profond.

À chaque difficulté, la même réponse :
« Ce n'est pas nous, c'est l'État. »
« Ce n'est pas nous, c'est la Métropole. »
« Ce n'est pas nous, c'est la Préfecture. »

À force, on se demande encore à quoi sert la municipalité. Vous faites semblant de lutter contre la précarité, vous publiez des arrêtés d'interdiction d'expulser… qui sont annulés chaque année par le tribunal.
Vous le savez.
Et pourtant vous recommencez.
Affichage politique. Rien de plus.

Dans le même temps, le parc social se dégrade :
les logements mal entretenus, mal isolés, parfois mal chauffés, classements énergétiques indignes…
Mais les loyers, eux, continuent d'augmenter.
Deux poids, deux mesures.
On tape sur le petit propriétaire privé, on laisse prospérer la dégradation du parc public.

Même chose sur la sécurité :
on parle de tranquillité, mais on refuse d'armer et d'étoffer la police municipale.

Même chose sur la propreté :
beaucoup de communication, peu de résultats.

Toujours des annonces.
Jamais d'actions à la hauteur.

À un moment, il faut assumer ses responsabilités.

Gérer une ville, ce n'est pas chercher des excuses.
C'est décider. C'est agir. C'est obtenir des résultats.

Et quand on estime ne pas pouvoir le faire…
on laisse la place à ceux qui sont prêts à travailler pour la collectivité.

Au final nous la voterons, car cette convention ne change rien au fond : elle organise surtout la dépendance de la Ville aux autres collectivités.

Nous voulons une ville qui agit, pas une ville qui subit.

Permettez-moi de conclure en Lyonnais pour mars on ne voudra pas y dire mais quelqu'un qui veux y faire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver et m'autoriser à signer la convention de participation financière relative aux remboursements de frais équipes-projet et tous les avenants relatifs à cette convention,

- autoriser Madame le Maire à solliciter auprès des partenaires financeurs, les subventions de fonctionnement prévues au titre de l'année 2025, pour les actions dont la ville est maître d'ouvrage et ci-dessus énoncées,

- autoriser Madame le Maire à verser la participation financière prévue par convention pour le cofinancement du pilotage de la Mission GPV, pour le montant ci-dessus énoncé,

- dire que le montant de la recette sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la ville, rubrique 824 "Autres opérations d'aménagement urbain" - chapitre 74 "dotations, subventions et participations" article 74 718 : participations État, autres article 74751: participations groupements de collectivités, article 7478 : participations autres organismes

- dire que le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au budget de la ville, rubrique 824, chapitre 65 "autres charges de gestion courante" à l'article 657351

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

7 - PROGRAMMATION SOCIALE 2026. APPROBATION D'UNE PREMIÈRE SÉRIE DE SUBVENTIONS VILLE ET APPROBATION DES ACTIONS SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA VILLE DE VÉNISSIEUX

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur MILLET

La programmation sociale annuelle est l'un des outils de la politique de développement social sur les territoires Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de la commune. Les projets de cette programmation 2026 s'inscrivent donc dans les objectifs du Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030, délibéré par le Conseil de la Métropole de Lyon le 11 mars 2024 et les enjeux de la convention locale d'application de Vénissieux 2024-2030 « Construire l'égalité républicaine pour toutes et tous ».

La programmation sociale 2026 se déploie sur l'ensemble des territoires QPV de Vénissieux définis par l'État : Minguettes, Duclos-Barel élargi à Croizat, Monery, Les Marronniers, la Borelle et le secteur Acacias.

Globalement, la programmation sociale, pour l'année 2026, comprend 65 actions déposées à ce jour avec des demandes de cofinancements de crédits Politique de la Ville auprès de l'État et/ou de la Ville. Pour cette première délibération, il est proposé l'attribution de subventions pour 36 actions pour un montant de 182 850 €.

Le tableau de programmation qui récapitule les projets et les subventions retenues par la ville de Vénissieux (joint en annexe 1) a été examiné lors d'une réunion partenariale associant l'État.

Le tableau en annexe 2 récapitule les actions dont la ville est maître d'ouvrage et pour lesquelles elle sollicite des participations auprès de l'État.

L'attribution des subventions se fait sur des projets identifiés et aux effets évaluables en termes de public touché, de qualité de l'action, d'insertion dans les objectifs de la politique de développement social des quartiers.
L'utilisation des fonds est justifiée par un compte-rendu annuel (bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'action). Un suivi est assuré tout au long de l'année par l'équipe projet du GPV.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-4 et L2121-29,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu le Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 - Engagements Quartiers 2030 signé le 12 avril 2024 en lien avec la délibération n°2024/2 du Conseil municipal du 8 avril 2024,

Vu la convention locale d'application de Vénissieux 2024-2030 du contrat de ville Métropolitain signée le 19 septembre 2024 en lien avec la délibération DEL24_06_03_7 du Conseil Municipal du 3 juin 2024,

Considérant les besoins repérés en 2026 pour les quartiers Politique de la Ville de Vénissieux,

Considérant l'engagement des associations concernées par la présente délibération à signer le contrat d'engagement républicain,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les premières actions de la programmation sociale 2026 et attribuer à chaque structure porteuse d'action la subvention municipale proposée, impliquant un engagement global de 182 850 €, conformément à l'annexe 1,
- autoriser Madame le Maire à solliciter les participations des partenaires pour les actions sous maîtrise d'ouvrage de la ville et à signer toutes les conventions y afférent, conformément à l'annexe 2,
- autoriser Madame le Maire à signer tout document qui s'avérerait nécessaire à la mise en œuvre des actions,
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant 2026, chapitre 65 : Autres charges de gestion courante, au compte 6574 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.
- dire que le montant des recettes sera imputé au budget de la ville de fonctionnement sur l'exercice 2026, chapitre 74 : Dotations et participations.

Suffrages exprimés	**34**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**6**	Véronique FORESTIER ; Samira MESBAHI ; Valérie TALBI ; Murat YAZAR ; Marie-Danielle BRUYERE ; Estelle Sophia JELLAD

8 - PROGRAMMATION SOCIALE 2026. APPROBATION DE LA SUBVENTION DE LA VILLE À LA MISSION LOCALE DE VÉNISSIEUX

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur MILLET

La programmation sociale annuelle est l'un des outils de la politique de développement social sur les territoires Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de la commune. Les projets de cette programmation 2026 s'inscrivent donc dans les objectifs du Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030, délibéré par le Conseil de la Métropole de Lyon le 11 mars 2024 et les enjeux de la Convention Locale d'Application de Vénissieux 2024-2030 « Construire l'égalité républicaine pour toutes et tous ». La programmation sociale 2026 se déploie sur l'ensemble des territoires QPV de Vénissieux définis par l'Etat : Minguettes, Duclos-Barel élargi à Croizat, Monery, Les Marronniers, la Borelle et le secteur Acacias.

Globalement, la programmation sociale, pour l'année 2026, comprend 65 actions déposées à ce jour avec des demandes de cofinancements de crédits Politique de la Ville auprès de l'État et/ou de la Ville.

Attribution des subventions aux associations

L'attribution des subventions se fait sur des projets identifiés et aux effets évaluables en termes de public touché, de qualité de l'action, d'insertion dans les objectifs de la politique de développement social des quartiers.
L'utilisation des fonds est justifiée par un compte-rendu annuel (bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'action). Un suivi est assuré tout au long de l'année par l'équipe projet du GPV.

Le projet porté par la Mission Locale dans le cadre de la programmation sociale 2026 du Contrat de Ville.

Il vous est proposé l'attribution d'une subvention à la mission locale de Vénissieux pour l'action intitulée « Mission QPV : Cap sur l'avenir ». Au travers de cette action, la mission locale propose à 50 jeunes issus des quartiers prioritaires de construire leur projet personnel et professionnel, autour d'un parcours, alternant collectif et individuel et mobilisant les acteurs économiques.
Ce parcours doit leur permettre d'explorer leurs aspirations et leurs représentations professionnelles (promotion des métiers : atelier avec casque de réalité virtuelle, connaissance de soi, lutte contre les stéréotypes de genre), de réaliser des immersions, de développer leur compétences clés (plateforme PIX avec certification des compétences) et de favoriser leur engagement citoyen et leur intégration sociale (rencontres avec des associations, participations à des projets collectifs).
L'action s'accompagne également de séances de coaching à l'entretien professionnel, à la simulation de mise en relation avec des entreprises.

Il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 25 000 € et de traduire ce partenariat par la signature d'une convention d'objectif rendue obligatoire avec les associations qui reçoivent une subvention supérieure à 23 000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-4 et L2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu le Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 - Engagements Quartiers 2030 signé le 12 avril 2024 en lien avec la délibération n°2024/2 du Conseil municipal du 8 avril 2024,

Vu la Convention Locale d'Application de Vénissieux 2024-2030 du contrat de ville Métropolitain signée le 19 septembre 2024 en lien avec la délibération DEL24_06_03_7 du Conseil Municipal du 3 juin 2024,

Considérant les besoins repérés en 2026 pour les quartiers Politique de la Ville de Vénissieux,

Considérant le projet porté par la Mission Locale intitulé « Mission QPV : Cap sur l'avenir »,

Considérant l'engagement des associations concernées par la présente délibération à signer le contrat d'engagement républicain,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le versement d'une subvention à la Mission Locale de Vénissieux de 25 000 € pour le projet « Mission QPV : Cap sur l'avenir »,
- approuver la convention d'objectifs jointe en annexe de la présente délibération avec la Mission Locale de Vénissieux,
- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention, les documents et éventuels avenants afférents,
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant 2026, chapitre 65 : Autres charges de gestion courante, au compte 6574 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**31**	
Vote(s) Pour	**30**	Michèle **PICARD** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Bayrem **BRAIKI** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**

Ne prend pas part au vote	**9**	Nacer KHAMLA ; Djilannie BENMABROUK ; Véronique CALLUT ; SOUAD OUASMI ; Nicolas PORRET ; Aurélien SCANDOLARA ; Saïd Hamidou ALLAOUI ; Karim SEGHIER ; Murat YAZAR

9 - PROGRAMMATION SOCIALE 2026. APPROBATION DE LA SUBVENTION DE LA VILLE À L'ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES SOCIAUX DES MINGUETTES EUGÉNIE COTTON ET ROGER VAILLAND

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur MILLET

La programmation sociale annuelle est l'un des outils de la politique de développement social sur les territoires Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de la commune. Les projets de cette programmation 2026 s'inscrivent donc dans les objectifs du Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030, délibéré par le Conseil de la Métropole de Lyon le 11 mars 2024 et les enjeux de la Convention Locale d'Application de Vénissieux 2024-2030 « Construire l'égalité républicaine pour toutes et tous ». La programmation sociale 2026 se déploie sur l'ensemble des territoires QPV de Vénissieux définis par l'État : Minguettes, Duclos-Barel élargi à Croizat, Monery, Les Marronniers, la Borelle et le secteur Acacias.

Globalement, la programmation sociale, pour l'année 2026, comprend 65 actions déposées à ce jour avec des demandes de cofinancements de crédits Politique de la Ville auprès de l'État et/ou de la Ville.

Attribution des subventions aux associations

L'attribution des subventions se fait sur des projets identifiés et aux effets évaluables en termes de public touché, de qualité de l'action, d'insertion dans les objectifs de la politique de développement social des quartiers.
L'utilisation des fonds est justifiée par un compte-rendu annuel (bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'action). Un suivi est assuré tout au long de l'année par l'équipe projet du GPV.

Les projets portés par les centres sociaux des Minguettes dans le cadre de la programmation sociale 2026 du Contrat de Ville.

Il vous est proposé de soutenir 5 projets portés par les Centres Sociaux des Minguettes et figurant en annexe 1 de la présente délibération représentant une subvention globale de la ville de 36 650 € et de traduire ce partenariat par la signature d'une convention d'objectifs rendue obligatoire avec les associations qui reçoivent une subvention supérieure à 23 000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-4 et L2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu le Contrat de Ville Métropolitain 2024-2030 - Engagements Quartiers 2030 signé le 12 avril 2024 en lien avec la délibération n°2024/2 du Conseil municipal du 8 avril 2024,

Vu la Convention Locale d'Application de Vénissieux 2024-2030 du contrat de ville Métropolitain signée le 19 septembre 2024 en lien avec la délibération DEL24_06_03_7 du Conseil Municipal du 3 juin 2024,

Considérant les besoins repérés en 2026 pour les quartiers Politique de la Ville de Vénissieux,

Considérant les projets portés par l'association des centres sociaux des Minguettes figurant en annexe 1,

Considérant l'engagement des associations concernées par la présente délibération à signer le contrat d'engagement républicain,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le versement d'une subvention à l'association de Gestion des Centres Sociaux des Minguettes Eugénie Cotton et Roger Vailland de 36 650 € pour les projets figurant en annexe 1,
- approuver la convention d'objectifs jointe en annexe de la présente délibération avec l'association de Gestion des Centres Sociaux des Minguettes Eugénie Cotton et Roger Vailland,
- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention, les documents et éventuels avenants afférent,
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au budget de l'exercice courant 2026, chapitre 65 : Autres charges de gestion courante, au compte 6574 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**35**	
Vote(s) Pour	**34**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**5**	Véronique FORESTIER ; SOUAD OUASMI ; Aurélien SCANDOLARA ; Saïd Hamidou ALLAOUI ; Karim SEGHIER

10 - GARANTIE D'EMPRUNT AU BÉNÉFICE DE L'UNION MUTUALISTE DE GESTION DES ÉTABLISSEMENTS DU GRAND LYON (UMGEGL). PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL ENTRE LA VILLE ET LE CRÉDIT COOPÉRATIF

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

En soutien au projet d'implantation d'une clinique « Les portes du Sud », pour une ouverture prévue à l'automne 2008, et par une délibération en date du 29 janvier 2007, le Conseil municipal avait accepté de se porter caution solidaire d'un emprunt souscrit par l'UMGEGL. Par un acte signé le 12 juin 2007, la Commune de Vénissieux s'était ainsi portée caution solidaire de l'UMGEGL à hauteur de 700 000€ auprès du Crédit coopératif au titre d'un prêt d'un montant total de 3 000 000€ d'une durée de 27 ans. Ce prêt avait également été garanti par la Ville de Feyzin et la Communauté urbaine de Lyon, devenue Métropole de Lyon.

A la suite de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de l'UMGEGL, déclarée en situation de cessation de paiements depuis le 31 mai 2023, la Ville de Vénissieux, ainsi que les deux autres garants, ont été sollicités par le Crédit coopératif pour intervenir en tant que caution solidaire de l'emprunt garanti précité. Ainsi, par courrier en date du 16 août 2023, le conseil de la société Crédit coopératif mettait en demeure la commune de Vénissieux de lui faire parvenir, dans un délai de 15 jours, le règlement de la somme de 700 000€ en exécution de son engagement de garant. Par le biais de son conseil, la Ville de Vénissieux a contesté cette modalité de règlement des créances de la banque et a demandé le maintien des échéances du contrat de prêt garanti.

De plus, la Ville de Vénissieux a constitué des provisions pour garantie d'emprunt dans son budget, à hauteur de 700 000€, au cours d'une décision modificative de l'exercice 2023, approuvée par le conseil municipal du 18 décembre 2023.

En janvier 2025, le Crédit coopératif a assigné la Ville de Vénissieux, la Ville de Feyzin et la Métropole de Lyon devant le tribunal judiciaire de Lyon, car les créances issues des garanties d'emprunt n'avaient pas été remboursées.

Dans ce contexte, la Ville de Vénissieux et le Crédit coopératif, après discussions et concessions réciproques, ont convenu d'un protocole d'accord bilatéral transactionnel.

Pour la Ville de Vénissieux, il est donc proposé le règlement d'une somme de 340 537,20€ pour solde de tout compte de la garantie d'emprunt qu'elle a consentie.

Le projet de protocole d'accord transactionnel organise les modalités de règlement de cet accord.

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L2252-1 ;

Vu l'engagement de garantie d'emprunt de la Ville de Vénissieux au bénéficie de l'UMGEGL approuvé par délibération du 29 janvier 2007, pour un capital garanti à hauteur de 700 000€, pour un emprunt total de 3 000 000€ souscrit auprès du Crédit coopératif ;

Vu la demande du Crédit coopératif d'intervention des cautions sur l'emprunt garanti, à la suite de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de l'UMGEGL par jugement du 3 juillet 2023 du Tribunal de commerce de Lyon ;

Vu le projet de protocole d'accord transactionnel entre le Crédit coopératif et la Ville de Vénissieux pour organiser les modalités de règlement des créances issues de la garantie d'emprunt ;

Considérant l'accord de règlement favorable ayant abouti à ce protocole transactionnel ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le protocole d'accord transactionnel entre la Ville de Vénissieux et le Crédit coopératif ;
- autoriser Madame le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel entre la Ville de Vénissieux et le Crédit coopératif et à en exécuter les modalités ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur le compte 65182 – Mise en jeu garantie d'emprunt.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**32**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**8**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Ne prend pas part au vote	**0**	

11 - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS, RÉGIES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS POUR L'ANNÉE 2026

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame CALLUT

J'ai l'honneur de vous présenter les propositions de subventions de fonctionnement pour l'exercice 2026.

La répartition des subventions par bénéficiaire est jointe en annexe (annexe 1). Celle-ci ne tient pas compte des demandes qui, de façon récurrente, font l'objet de délibérations spécifiques, prises en temps opportun : crédits scolaires, subventions versées dans le cadre de la politique de la Ville (programmation sociale et fonds projets associatifs). Ce rapport ne tient pas non plus compte des subventions attribuées dans le cadre de conventions d'objectifs entre la Ville de Vénissieux et diverses associations bénéficiaires.

Certaines associations n'ont à ce jour pas remis la totalité des pièces nécessaires à l'instruction de leur dossier. Aussi, vous est-il proposé de dire que pour toute demande qui s'avérerait encore incomplète au 30 juin prochain, la subvention votée pour 2026 ne serait pas versée.

Il est également proposé l'attribution de subventions aux régies et établissements publics communaux, telles que prévues au Budget primitif pour 2026.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu le Budget primitif pour 2026 ;

Vu les tableaux annexés (annexe 1 et annexe 2) de propositions de subventions pour 2026 ;

Considérant l'analyse des dossiers de demandes de subventions reçues ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE M. YAZAR, GROUPE COMMUNISTE ET REPUBLICAIN

Madame le Maire, Mesdames et Messieurs,

Le rapport qui nous est présenté aujourd'hui sur les subventions de fonctionnement pour 2026 est l'occasion de réaffirmer clairement le choix politique de la Ville de Vénissieux en faveur du monde associatif.

Dans un contexte national difficile, marqué par de fortes contraintes budgétaires et des tensions croissantes sur le secteur associatif, notre commune a fait le choix de conforter son niveau de soutien et de continuer à accompagner les associations dans leurs missions essentielles auprès des habitant·es.

Dans les moments difficiles, la Ville de Vénissieux a toujours été aux côtés de ses associations.

Crise sanitaire, puis crise énergétique : à chaque étape, notre commune a fait le choix de renforcer son engagement.

Aujourd'hui encore, malgré un contexte national extrêmement contraint et la crise du budget de l'État, Vénissieux continue d'assumer ce soutien et de préserver les subventions de fonctionnement accordées aux associations.

À Vénissieux, les associations jouent un rôle central dans la vie quotidienne de la population. Qu'elles interviennent dans la solidarité, le sport, la culture, l'éducation populaire ou l'action sociale, elles participent pleinement à la cohésion sociale, au vivre-ensemble et à l'émancipation de toutes et tous.
Ce soutien municipal est aussi un soutien à l'emploi local. Derrière les subventions que nous votons aujourd'hui se trouvent des salarié·es, des éducateurs, des animateurs et des travailleurs sociaux qui poursuivent leur engagement au service des Vénissianes et des Vénissians. Préserver ces financements, c'est préserver des emplois utiles et non délocalisables, et garantir la continuité de services indispensables sur notre territoire.

En maintenant ces subventions de fonctionnement, la Ville affirme sa volonté de donner de la stabilité et de la reconnaissance aux associations, afin qu'elles puissent se projeter, structurer leurs actions et répondre durablement aux besoins du territoire.

Ce rapport traduit une politique municipale constante, considérer les associations comme des partenaires essentiels de l'action publique locale, leur faire confiance et leur donner les moyens d'agir.

Voter ce rapport aujourd'hui, c'est réaffirmer notre attachement au modèle associatif, à ses valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale, ainsi que notre engagement à le soutenir durablement à Vénissieux.

Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer les subventions de fonctionnement aux associations et organismes assimilés, listées en annexe 1, pour un montant total de 423 725€ ;
- allouer les subventions de fonctionnement aux régies, établissements publics communaux et budget annexe, listées en annexe 2, pour un montant total de 5 053 530€ ;
- dire que pour toute demande encore non conforme au 30 juin 2026, la subvention sollicitée ne sera pas versée ;
- dire que toutes les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au budget 2026, au chapitre 65, comptes et fonctions concernées.

Suffrages exprimés	**36**	
Vote(s) Pour	**35**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Cyril **SANTANDER** ; Lionel **PILLET** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**

Ne prend pas part au vote	**4**	Aurélien ARNOULD ; Marie-Danielle BRUYERE ; Maurice IACOVELLA ; Estelle Sophia JELLAD

12 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION OFFICE MUNICIPAL DU SPORT DE VÉNISSIEUX POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association Office Municipal du Sport de Vénissieux.

L'Office Municipal du Sport de Vénissieux est une structure de concertation et de réflexion. Force de proposition, l'O.M.S. est au service des associations et des clubs sportifs de Vénissieux et de leurs adhérents. Ses actions s'inscrivent dans le Projet Sportif Vénissian. L'association est un acteur à part entière de la dynamique sportive locale. L'OMS est partie prenante de la gouvernance locale du sport et se veut un outil de soutien aux clubs dans le contexte de profonde mutation de l'environnement sportif.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Office Municipal du Sport de Vénissieux à la somme de 266 100 €.

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 15 septembre 2025 avec l'association Office Municipal du Sport de Vénissieux ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention au titre de l'année 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE L. PILLET, GROUPE UNIS POUR VÉNISSIEUX

Madame le maire, mesdames et messieurs.
Le sport est un pilier essentiel de la vie communale. Il est à la fois un vecteur de cohésion sociale, un levier de santé publique, un outil éducatif et un facteur d'attractivité pour notre ville. Pourtant, sur ce sujet fondamental, le bilan de la majorité sortante manque clairement d'ambition.

D'abord, il y a un manque évident de vision et de stratégie. Durant vos mandats, aucune politique sportive globale, cohérente et structurée n'a réellement été portée. Les investissements et les équipements majeurs ont été concentrés presque exclusivement sur le plateau des Minguettes, laissant de côté les autres quartiers de la commune. À croire que votre politique sportive a été

pensée non pas pour l'ensemble des Vénissians, mais en fonction d'un calendrier électoral à l'horizon 2026.

Ce manque d'ambition se traduit également par une absence flagrante d'anticipation. L'ouverture de la nouvelle piscine était connue de longue date. Pourquoi, dans ce contexte, la ville n'a-t-elle pas mis en place des formations de maîtres-nageurs, ni accompagné des parcours de qualification afin de garantir un fonctionnement optimal dès son ouverture ? Aujourd'hui, nous faisons face à de réelles difficultés de recrutement. C'est le symptôme d'une préparation insuffisante et d'un pilotage défaillant d'un projet pourtant structurant pour la commune.

Par ailleurs, les associations sportives sont insuffisamment soutenues, en particulier celles qui interviennent dans les domaines du handicap et de la santé. Avec un budget qui leur est consacré représentant moins de 1 %, la ville envoie un signal extrêmement négatif à ces acteurs essentiels. Pourtant, ces associations permettent l'accès au sport aux personnes en situation de handicap et aux publics les plus fragiles. Elles jouent un rôle central en matière de prévention, de bien-être et de santé publique. Ce manque de soutien révèle une vision restrictive du sport, qui ne prend pas suffisamment en compte l'inclusion et les enjeux sanitaires. Pour exemple la ville attend janvier 2026 pour mettre au norme ces locaux hébergeant l'OMS et aucune perspective pour nos bureaux au sous-sol. (En espérant, M. Millet, que vous n'avez pas eu de problème pour descendre au sous-sol lors de vos problèmes de santé)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 266 100 € à l'association Office Municipal du Sport de Vénissieux au titre de la subvention 2026 ;

- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**36**	
Vote(s) Pour	**35**	Michèle **PICARD** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**4**	Nacer KHAMLA ; Aurélien SCANDOLARA ; Murat YAZAR ; Yannick BUSTOS

13 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION C.M.O. VÉNISSIEUX NATATION POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association C.M.O. Vénissieux Natation.

L'association C.M.O. Vénissieux natation a pour but de promouvoir l'activité natation. Le club est affilié à la Fédération Française de Natation (F.F.N.).

Le C.M.O. Vénissieux natation est présent sur toutes les compétitions, du niveau départemental au niveau national, de la catégorie avenirs à la catégorie maîtres. Cependant, le club n'est pas axé exclusivement sur la compétition et permet avant tout de développer son habileté motrice dans l'eau et propose une progression technique et régulière des quatre nages. Le club compte plus de 1300 licenciés.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association C.M.O. Vénissieux Natation à la somme de 29 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 17 décembre 2024 avec l'association C.M.O. Vénissieux natation, tacitement reconduite pour l'année 2026 ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention au titre de l'année 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 29 000 € à l'association C.M.O. Vénissieux natation au titre de la subvention 2026 ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**39**	
Vote(s) Pour	**38**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**1**	Lionel PILLET

14 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION C.M.O.V. GYMNASTIQUE DANSE TRAMPOLINE POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association C.M.O.V. Gym Danse et Trampoline.

L'association C.M.O.V Gym Danse et Trampoline a pour objet d'enseigner, aux débutants comme aux confirmés, la pratique de la gymnastique artistique (féminine et masculine), la danse moderne et le trampoline. Le club propose aux licenciés de participer aux compétitions organisées par la Fédération Française Gym. Enfin, des séances d'éveil à la motricité sont proposées pour les tout-petits de 18 mois à 3 ans.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association C.M.O.V. Gym Danse et Trampoline à la somme de 24 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 5 janvier 2026 avec l'association C.M.O.V. Gym Danse et Trampoline ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention pour l'année 2026.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 24 000 € à l'association C.M.O.V. Gymnastique Danse et Trampoline au titre de la subvention 2026,

- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

15 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION C.M.O.V. GYMNASTIQUE RYTHMIQUE POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association C.M.O.V. Gymnastique rythmique.

Le C.M.O.V. Gymnastique rythmique est un club qui a pour objectifs de faire découvrir la gymnastique rythmique à une large catégorie d'âges, de proposer aux adhérents de s'épanouir dans la pratique de la gymnastique rythmique en loisir ou en compétition, de pratiquer un sport en équipe ou en individuel en toute sécurité. Le club s'attache particulièrement à ouvrir la pratique de la gymnastique rythmique à un maximum de jeunes enfants et d'encourager cette pratique loisir par la création de groupes de niveaux en fonction de l'âge et de la technique de la gymnaste.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association C.M.O.V. Gymnastique rythmique à la somme de 24 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 28 novembre 2025 avec l'association C.M.O.V. Gymnastique rythmique ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention pour l'année 2026.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 24 000 € à l'association C.M.O.V. Gymnastique rythmique au titre de la subvention 2026 ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2025, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

16 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION AMICALE LAÏQUE VÉNISSIEUX PARILLY BASKET POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association amicale laïque Vénissieux Parilly Basket.
L'association amicale laïque Vénissieux Parilly Basket se positionne comme l'un des acteurs majeurs du basket dans la région lyonnaise et ambitionne d'être un acteur dynamique du territoire vénissian.

Le club a pour objectif de s'inscrire au centre du projet sportif social, de proposer une pratique de qualité à ses licenciés, de leur offrir des formations adaptées et de mettre en place de nouvelles actions de développement.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association amicale laïque Vénissieux Parilly Basket à la somme de 41 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 8 décembre 2025 avec l'association amicale laïque Vénissieux Parilly Basket pour les années 2025 à 2028 ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention pour l'année 2026.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 41 000€ à l'association amicale laïque Vénissieux Basket au titre de la subvention 2026 ;

- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

17 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION VÉNISSIEUX HANDBALL POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association Vénissieux Handball.

Le Vénissieux Handball repose sur des bases historiques fortes, qui en ont fait un club de référence du handball français dans les années 1990. Aujourd'hui, l'association souhaite continuer à se structurer, afin d'améliorer la vie associative du club et de permettre à ses licenciés d'évoluer dans les meilleures conditions dans un climat qui permettra de retrouver des valeurs familiales, basées sur la bienveillance, l'écoute, l'accompagnement, le soutien.

Le maintien du haut niveau amateur, à travers une présence au niveau national, avec des perspectives de montée au niveau supérieur à moyen terme, guide la politique actuelle du club. Pour cela, l'objectif de Vénissieux Handball à moyen terme est de structurer un développement réfléchi vers le haut niveau avec un fonctionnement performant pour optimiser l'efficacité du travail de tous.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Vénissieux Handball à la somme de 87 500 €.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n° DEL_25_12_08_35 du Conseil Municipal du 8 décembre 2025 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 20 janvier 2026 avec l'association Vénissieux Handball ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention pour l'année 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 87 500 € à l'association Vénissieux Handball au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'association Vénissieux Handball pour un montant de 21 000 € ;

- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

18 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION VÉNISSIEUX FOOTBALL CLUB POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association Vénissieux Football Club.
L'association Vénissieux Football Club a pour but de favoriser l'intégration sociale par le biais du sport et de la culture. Elle accompagne la pratique des sports et particulièrement du football, et le public sur les actions de loisirs sur le territoire.

La mise en place de projets destinés aux différents publics des divers quartiers de la commune a pour objet de créer une dynamique locale autour de l'insertion, de la socialisation, de la reconstruction ou de la réappropriation d'un espace. L'association souhaite mettre à profit ses compétences afin d'impulser des directives dans le cadre de sa politique participative. Elle œuvre sur différentes tranches d'âge et compte plus de mille adhérents enfants.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Vénissieux Football Club à la somme de 138 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n° DEL-25-12-08-34 du Conseil Municipal du 8 décembre 2025 ;

Vu la convention d'objectifs conclue le 25 juin 2025 avec l'association Vénissieux Football Club ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier reçu de demande de subvention au titre de l'année 2026 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE F. LOUCIF HAMIDOUCHE, GROUPE UNION DES VENISSIANS INDÉPENDANTS

Le football féminin a beaucoup évolué depuis des années malheureusement la situation du football féminin sur Vénissieux n'est pas mise en avant. Le manque d'effectifs que nous connaissons n'est ni un hasard ni un manque d'envie des joueuses. Le pole féminin fonctionne grâce à la volonté et le dévouement des éducateurs et éducatrices qui font tout pour faire évoluer l'image du foot féminin sur Vénissieux malgré une direction souvent en désaccord avec les projets proposés. Le premier frein majeur est le manque d'intérêt et

de moyens accordés au football féminin. Le pôle féminin fonctionne avec peu de ressources, un staff insuffisant, et une impression constante d'être livré à lui-même. Cette situation rend très difficile la construction d'un projet solide et durable.

Le deuxième frein important est l'augmentation du coût de la licence. Le passage de 260 € à 410 €, même ramené à 360 € après négociation, a eu un impact direct sur nos effectifs. Pourquoi une telle augmentation ? Beaucoup de joueuses ont quitté le club non par manque de motivation, mais parce que ce tarif reste trop élevé. À ce prix-là, le football féminin n'est tout simplement plus accessible à toutes. Une tentative de création d'une équipe senior a également été menée en début de saison. Malheureusement, celle-ci n'a pas pu aboutir, le coût très élevé de la licence, qui reste un obstacle majeur et dissuasif pour de nombreuses joueuses.

Le manque de staff et d'encadrement n'y sont pas pour rien. Aujourd'hui, beaucoup de joueuses ne se sentent pas suffisamment reconnues ni réellement soutenues par le club pour s'investir durablement dans un projet à Vénissieux. Ce manque d'accompagnement freine l'engagement et la fidélisation des filles.

Pour relancer la dynamique, il est indispensable de rendre la pratique accessible. La mise en place d'un tarif attractif, autour de 200 € la licence, permettrait d'accueillir toutes les joueuses souhaitant pratiquer le football et de reconstruire des effectifs stables.

Malgré les difficultés, des bases existent avec la recréation d'une équipe U18 cette saison.
Les résultats positif des U13 et U15 grâce aux éducateurs et responsables de catégories.
Pour la saison prochaine, la création d'une équipe senior cette fois ci loisir donc moins onéreuse permettrait de poursuivre le développement du pôle féminin et de fidéliser les joueuses. Enfin, donner plus de visibilité aux féminines de Vénissieux est essentiel, tant pour le développement sportif que pour améliorer l'image du club et de la ville par le biais d'événement sportives incluant primaire, collège, lycée et plus si possible Le potentiel est là, il nécessite aujourd'hui des moyens, un réel engagement et une volonté claire de faire du football féminin une priorité.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 138 000 € à l'association Vénissieux Football Club au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'association Vénissieux Football Club pour un montant de 28 000 € ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**

Ne prend pas part au vote	**0**	

19 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITÉS DE VÉNISSIEUX POUR L'ANNÉE 2026 - AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame PRUDHOMME-LATOUR

J'ai l'honneur de vous présenter la proposition de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2026 relative à l'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux (O.M.R.).

L'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux a pour but de développer et de mettre en œuvre une politique d'animation globale en faveur du public du troisième âge, d'organiser des activités dans les domaines des loisirs, de la culture, de la solidarité, du lien social ou encore de la santé.

La mission de l'O.M.R. se décline aussi dans le fait de favoriser la complémentarité avec les structures concernées par les problématiques des personnes âgées retraitées, handicapées ou inaptes au travail de plus de cinquante ans. Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux à la somme de 120 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention pluriannuelle 2026/2028 avec l'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux validée au conseil municipal du 8 décembre 2025 et au Conseil d'Administration de L'office municipale des retraités du 11 décembre.

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme maximale de 120 000 € à l'association Office Municipal des Retraités de Vénissieux au titre de la subvention 2026 ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**34**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**6**	Saliha PRUDHOMME-LATOUR ; Véronique CALLUT ; Pierre-Alain MILLET ; Sophia BRIKH ; Aude LONG ; Albert NIGRA

20 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE VÉNISSIEUX ET L'ASSOCIATION DÉNOMMÉE CENTRE ASSOCIATIF BORIS VIAN ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNÉE 2026

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

La Ville est propriétaire d'un équipement municipal dénommé « Maison des Associations Boris-Vian » situé au 13 avenue Marcel Paul à Vénissieux pour répondre aux besoins de la vie associative.

Pour offrir aux associations des locaux et un ensemble de prestations, la ville a choisi un partenaire qualifié et propose à celui-ci une convention générale fixant les objectifs et les conditions de leur réalisation, moyens financiers et matériels qui comprennent la mise à disposition gratuite des locaux.

La ville a mis à disposition de l'association dénommée « Centre Associatif Boris Vian » la Maison des Associations Boris Vian par une convention signée en 2011 pour une durée initiale de 5 ans, puis renouvelée à nouveau pour une période identique en 2016 et en 2021.

L'association a respecté les termes de la convention et a rendu compte annuellement de ses actes de gestion et de l'exécution de ses missions.

L'association apporte une aide aux associations adhérentes à toutes les étapes de leur développement, de la création à la mise en œuvre de leur projet associatif. Le Centre associatif Boris Vian accompagne notamment les associations à se former à la gestion de projets, à la comptabilité et au volet juridique.

Le Centre Associatif Boris Vian contribue également à développer des initiatives citoyennes, à accompagner la professionnalisation d'acteurs engagés dans l'Économie Sociale et Solidaire et dans la médiation sociale et à agir grâce à un réseau d'appui à la vie associative et des partenariats solides.

Les actions citoyennes proposées par le Centre Associatif Boris Vian offrent de nombreuses possibilités pour s'engager à Vénissieux auprès des acteurs locaux représentant la diversité du territoire notamment sur les questions liées à l'égalité des femmes et des hommes, au développement durable, à l'écocitoyenneté et à l'inclusion sociale et numérique. L'association favorise aussi l'accès aux droits en proposant un service de médiation sociale.

Plus de 120 associations sont adhérentes au Centre Associatif Boris Vian.

Il vous est donc proposé de renouveler cette convention pour une même durée de cinq ans. Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Centre associatif Boris Vian à la somme de 170 000 €.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/27 du 8 décembre 2025 ;

Vu le projet de convention pluriannuelle tel qu'annexé à cette délibération;

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le projet de convention d'objectifs définissant pour une période de cinq ans du 21 février 2026 au 21 février 2031, le cadre de collaboration entre la ville de Vénissieux et le Centre Associatif Boris Vian ;
- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention annexée au présent rapport ;
- allouer la somme de 170 000 € à l'association Centre associatif Boris Vian au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'association Centre associatif Boris Vian pour un montant de 10 000 € ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**36**	
Vote(s) Pour	**35**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**4**	Véronique FORESTIER ; Samira MESBAHI ; Valérie TALBI ; Marie-Danielle BRUYERE

21 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION DE GESTION DU CENTRE SOCIAL PARILLY POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

L'Association de gestion du centre social de Parilly a pour mission d'être un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle accueillant toute la population et veillant à la mixité sociale ; d'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets. Le centre social a aussi des missions complémentaires comme par exemple organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population, et mettre en œuvre une organisation visant à développer la participation des usagers.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association de gestion du centre social de Parilly à la somme de 124 994 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/28 du 8 décembre 2025 ;

Vu la convention pluriannuelle, annexé, avec l'Association de gestion du Centre social Parilly ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 124 994 € à l'association de gestion du centre social de Parilly au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'association de gestion du centre social Parilly pour un montant de 25 000 € ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé,

Suffrages exprimés	**38**	
Vote(s) Pour	**37**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**2**	Véronique FORESTIER ; Murat YAZAR

22 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES SOCIAUX DES MINGUETTES POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

L'Association de gestion des Centres sociaux des Minguettes a pour mission d'être un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle accueillant toute la population et veillant à la mixité sociale ; d'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets. Le Centre social a aussi des missions complémentaires comme par exemple organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population, et mettre en œuvre une organisation visant à développer la participation des usagers.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association de gestion des Centres sociaux des Minguettes à la somme de 240 399 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/28 du 8 décembre 2025 ;

Vu la convention pluriannuelle, annexée, avec l'Association de gestion des Centres sociaux des Minguettes ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 240 399 € à l'Association de gestion des Centres sociaux des Minguettes au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'Association de gestion des Centres sociaux des Minguettes pour un montant de 45 000 € ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**35**	
Vote(s) Pour	**34**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**5**	Véronique FORESTIER ; SOUAD OUASMI ; Aurélien SCANDOLARA ; Saïd Hamidou ALLAOUI ; Karim SEGHIER

23 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION DE GESTION DU CENTRE SOCIAL MOULIN-À-VENT POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

L'association de gestion du Centre social Moulin-à-vent a pour mission d'être un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle accueillant toute la population et veillant à la mixité sociale ; d'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets. Le Centre social a aussi des missions complémentaires comme par exemple organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants, développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population, et mettre en œuvre une organisation visant à développer la participation des usagers.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association de gestion du Centre social Moulin-à-vent à la somme de 297 200 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/28 du 8 décembre 2025 ;

Vu la convention pluriannuelle, annexé, avec l'Association de gestion du Centre social Moulin à Vent ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 297 200 € à l'Association de gestion du Centre social Moulin à Vent au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'Association de gestion du Centre social Moulin à Vent pour un montant de 35 000 € ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ;

Suffrages exprimés	**36**	
Vote(s) Pour	**35**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Lanouar **SGHAIER** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**4**	Véronique FORESTIER ; Samira MESBAHI ; Valérie TALBI ; Christelle CHARREL

24 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION DE GESTION DE LA MINI CRÈCHE SAPERLIPOPETTE POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame BENAISSA

L'Association de gestion de la mini crèche Saperlipopette, implantée sur le territoire depuis 1993, a pour but de gérer un multi-accueil associatif de 24 places, en répondant aux objectifs fixés par la CNAF en termes de modalités d'accueil du jeune enfant. L'Association, s'inscrit pleinement dans la politique petite enfance de la Ville de par l'offre de garde qu'elle propose et en participant par ailleurs à diverses actions partenariales impulsées par la Ville comme par exemple le dispositif Enfant Phare (outil de déploiement de la politique culturelle municipale dans le domaine de la petite enfance).

Une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens lie la Ville et l'association jusqu'au 31 décembre 2027. Les objectifs fixés dans cette convention ont été pleinement remplis par l'association sur l'année écoulée. Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé d'attribuer une subvention à l'association de gestion de la mini crèche Saperlipopette pour l'année 2026 en en fixant le montant à la somme de 165 234 €.

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/32 du 8 décembre 2025 portant acompte de subvention à l'Association de gestion de la mini-crèche Saperlipopette ;

Vu la convention pluriannuelle 2025-2027 figurant en annexe au présent rapport ;

Considérant les résultats 2025 et l'analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 165 234 € à l'Association de gestion de la mini crèche Saperlipopette au titre de la subvention 2026 .
- préciser qu'une avance de subvention a déjà été versée à l'Association de gestion de la mini crèche Saperlipopette pour un montant de 47 000 € .
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

25 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION ARC-EN-CIEL POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame BENAISSA

L'association Arc-en-ciel a pour mission de proposer un lieu d'accueil et de mode de garde pour les enfants avec la participation active des parents et de développer toute activité y concourant. L'association a aussi pour objectif de favoriser un lieu de vie sociale pour les familles utilisatrices et leurs enfants en développant les relations entre tous les enfants de toutes nationalités et leur familles. L'association s'inscrit pleinement dans la politique petite enfance de la Ville de par l'offre de garde qu'elle propose et en participant par ailleurs à diverses actions partenariales impulsées par la Ville comme par exemple le dispositif Enfant Phare (outil de déploiement de la politique culturelle municipale dans le domaine de la petite enfance).

Une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens lie la Ville et l'association jusqu'au 31 décembre 2027. Les objectifs fixés dans cette convention ont été pleinement remplis par l'association sur l'année écoulée.
Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé d'attribuer une subvention à l'association Arc-En-Ciel pour l'année 2026 en en fixant le montant à la somme de 83 780 €.

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la délibération n°2025/33 du 8 décembre 2025 portant acompte de subvention à l'Association Arc-en-Ciel ;

Vu la convention pluriannuelle 2025-2027 figurant en annexe au présent rapport ;

Considérant les résultats 2025 et l'analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 83 780 € à l'association Arc-en-ciel au titre de la subvention 2026 ;
- préciser qu'une avance de subvention à déjà été versée à l'association Arc-en-ciel pour un montant de 15 000 € ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits ouverts au budget principal et de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

26 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS POINT ACCUEIL ÉCOUTE JEUNES SUD-EST LYONNAIS 2026-2028 ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA FONDATION ACTION ET RECHERCHE HANDICAP ET SANTÉ MENTALE POUR L'ANNÉE 2026

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame BRIKH

Dans le cadre de la politique de santé publique et de prévention, la Ville de Vénissieux soutient depuis de nombreuses années les actions menées par la Fondation Action Recherche Handicap et Santé Mentale (ARHM), reconnue d'utilité publique, œuvrant dans les domaines de la santé mentale, du handicap, de la prévention et de l'insertion.

Fondation militante, l'ARHM s'engage pour la dé-stigmatisation de la maladie mentale et du handicap, et agit pour l'inclusion dans la société. Elle propose des réponses sanitaires, sociales et médico-sociales permettant d'améliorer le parcours et la qualité de vie des personnes grâce à la diversité et à la complémentarité de ses activités : la prévention, le soin, l'accompagnement, l'insertion et la formation.

La Fondation ARHM développe notamment, au sein de son pôle « Santé mentale et addictions », le dispositif Point Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) Sud-Est Lyonnais, mis en place en 2009. Ce dispositif a pour objectif la prévention des conduites à risque et des addictions auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans, ainsi que l'accompagnement de leur entourage (familles, professionnels, adultes référents).

Principales missions du PAEJ :

1. Actions dans les locaux du PAEJ :

- Accueil sans condition, anonyme et confidentiel des jeunes de 12 à 25 ans au PAEJ situé au 19 rue Victor Hugo.
- Écoute et accompagnement psychologique pouvant donner lieu à une orientation pour une prise en charge spécifique et adaptée.
- Médiation et soutien à la parentalité par des entretiens parents-enfants et parents seuls.

2. Actions collectives externes :

- Travail en réseau avec les partenaires de terrain pour améliorer l'accès aux services, l'orientation, la prise en charge du jeune et de son entourage en partenariat avec le Point Accueil Écoute Famille pour les prises en charge des fratries.
- Soutien aux professionnels qui prennent en charge des jeunes avec la possibilité d'étayer en équipe ou en individuel autour de situations et d'échanges de pratiques.
- Élaboration et animation des actions de prévention sur le terrain avec les équipes éducatives des établissements scolaires en lien avec le projet de prévention des addictions piloté par la DUPS et l'Atelier Santé Ville.

Eu égard à l'intérêt local de ce dispositif, de son inscription dans la politique municipale de santé publique et de prévention, et de son intégration dans la démarche Atelier Santé Ville pilotée par le Service Communal d'Hygiène et de Santé, il convient d'assurer la continuité de ses actions .

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et L.2311-7 ;

Vu l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et l'article 1 du décret 2001-495 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de convention d'objectifs « Point Accueil Écoute Jeunes Sud-Est Lyonnais » 2026–2028 joint à la présente ;

Considérant l'intérêt local du dispositif Point Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) en matière de prévention, de soutien aux jeunes et à leur entourage, et de promotion de la santé mentale ;

Considérant la cohérence du dispositif PAEJ avec la politique municipale de santé publique et les actions menées dans le cadre de l'Atelier Santé Ville ;

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention présenté par la Fondation Action Recherche Handicap et Santé Mentale ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE MADAME LE MAIRE

Être jeune aujourd'hui n'est pas facile, pour de multiples raisons. Les 15-25 ans vivent dans un monde qu'on peut qualifier d'anxiogène, où les guerres, le réchauffement climatique et les mauvaises nouvelles rythment notre quotidien et minent le moral. Il est difficile pour notre jeunesse de se projeter, de croire en des lendemains prometteurs, d'ouvrir les portes du marché du travail. Ils ont par moments l'impression d'être au pied d'un mur infranchissable.

La crise sanitaire et les périodes de confinement ont accentué le mal-être d'une génération qui s'est sentie isolée et abandonnée, étouffée par de réelles difficultés financières et d'accès au logement, par des études à l'arrêt et des liens sociaux rompus. Quand tout semble vous tomber sur la tête, quand tout vous semble contraire, on perd confiance en soi et la santé mentale en ressort fragilisée.

Le renouvellement de la convention d'objectifs Point Accueil Écoute Jeunes Sud-Est Lyonnais 2026-2028 entre en résonance avec les difficultés rencontrées par une partie de notre jeunesse. Et elle est également en phase avec la politique municipale de santé publique et les actions de notre Atelier Santé Ville que la Ville de Vénissieux mène depuis des années.

La Fondation Action Recherche Handicap et Santé Mentale (ARHM), à laquelle nous accordons une subvention de plus de 34 000€ pour soutenir la mise en œuvre des actions Point Écoute Jeunes sur notre territoire, œuvre dans les domaines de la santé mentale, du handicap, de la prévention et de l'insertion.

Dans les locaux du Point Accueil Écoute Jeunes, mis en place en 2009, sont accueillis sans condition, de façon anonyme et confidentielle, des jeunes de 12 à 25 ans. Des psychologues et des éducateurs spécialisés sont à leur écoute et développent tout un travail d'accompagnement et de prévention. Le mal-être peut être lié à une souffrance psychique, à des rapports parents-enfants ou avec des proches compliqués, à des conduites à risques, à des dépendances, pas simplement à l'alcool ou aux drogues, mais aux écrans. Il s'agit alors de trouver la bonne orientation pour, le cas échéant, une prise en charge spécifique et adaptée.

Le soutien à la parentalité par des entretiens parents-enfants et parents seuls font partie des missions remplies par l'ARHM, tout comme l'animation d'actions extérieures de prévention auprès des jeunes, avec les équipes éducatives des établissements scolaires en lien avec les projets de prévention pilotés par la DUPS et l'Atelier Santé Ville. Des permanences téléphoniques les mardis et mercredis de chaque semaine sont assurées. Des transversalités étoffent ainsi tout le travail

entrepris dans notre Conseil local de santé mentale, l'Atelier Santé Ville et bien sûr dans notre Contrat Local de Santé.

Il faut sortir les questions de santé mentale des préjugés auxquels elles prêtent lieu. Le premier consiste à croire que la déprime et la dépression sont réservés aux autres, mais pas à soi. C'est faux, et ce n'est pas parce qu'on est jeunes qu'on en serait prémuni, bien au contraire, surtout à un âge sensible où se construit la personnalité de chacun. Le second est de considérer la santé mentale comme une problématique secondaire. Je crois au contraire que la santé, l'accès à la santé et la santé mentale sont un enjeu majeur dans nos villes et constituent une des priorités de nos politiques publiques de proximité.

Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver le renouvellement de la convention d'objectifs entre la Ville de Vénissieux et la Fondation Action Recherche Handicap et Santé Mentale,
- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants qui pourraient en découler,
- attribuer à la fondation ARHM une subvention de fonctionnement pour l'année 2026, d'un montant de 34 498 €, permettant de soutenir la mise en œuvre des actions du Point Accueil Écoute Jeunes sur le territoire communal,
- dire que le montant de la dépense sera imputé au budget principal de l'exercice 2026, compte 6574 – subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé,

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

27 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MISSION LOCALE DES JEUNES POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

L'association Mission Locale des jeunes réalise l'accueil, le suivi et l'accompagnement des jeunes de 15 à 25 ans pour les aider dans leur insertion sociale et professionnelle (formation, recherche d'emploi, vie quotidienne, aide à la recherche d'un logement, santé, culture ou encore orientation professionnelle). Elle accompagne et contribue aussi à l'insertion par le logement des jeunes âgés de 18 à 30 ans. Cette mission est assurée par le service logement mission locale.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé d'accorder à l'association Mission Locale des jeunes une subvention de 206 590 €, ventilée comme suit :
- 170 000 € pour la partie « Accompagnement des Jeunes de 16 à 25 ans »
- 36 590 € pour la partie « Logement des jeunes de 18 à 30 ans ».

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2020,

Vu la délibération n°DEL25 25_12_08_29 du 08 décembre 2025 portant versement d'un acompte d'un montant de 53 500€,

Vu le projet de convention d'objectifs 2026 ci-joint,

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- autoriser Madame le Maire à signer la convention ci-jointe, les éventuels avenants et tout document nécessaire à son application,

- allouer la somme de 206 590 € à l'association Mission Locale des jeunes au titre de la subvention 2026 dont 170 000 € pour l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans et 36 590 € pour l'insertion par le logement des jeunes de 18 à 30 ans,

- dire que que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit

privé,

- dire que l'acompte versé sera déduit du montant global de la subvention versée à l'association.

Suffrages exprimés	**31**	
Vote(s) Pour	**30**	Michèle **PICARD** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Bayrem **BRAIKI** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**9**	Nacer KHAMLA ; Djilannie BENMABROUK ; Véronique CALLUT ; SOUAD OUASMI ; Nicolas PORRET ; Aurélien SCANDOLARA ; Saïd Hamidou ALLAOUI ; Karim SEGHIER ; Murat YAZAR

28 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION ESTIME POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BENMABROUK

L'association Estime accompagne les personnes pour un retour à l'emploi durable. L'association embauche des personnes pour une mise à disposition auprès d'utilisateurs : particuliers, entreprises, collectivités locales, associations, bailleurs par le biais de missions de travail ponctuelles ou régulières. Cette association intermédiaire œuvre depuis 1989 dans le sud-est lyonnais et participe ainsi à une société et un territoire plus inclusif.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Estime à la somme de 11 000 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 11 000 € à l'association Estime au titre de la subvention 2026
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**38**	
Vote(s) Pour	**37**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande

		PEYTAVIN ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**2**	Djilannie BENMABROUK ; Nicolas PORRET

29 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET FAMILLES DU RHÔNE (CIDFF) POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BENMABROUK

Le Centre d'information du droit des femmes et des familles exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Fondé en 1974 à l'initiative de l'État, le CIDFF du Rhône est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les violences, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé d'accorder une subvention de 31 000 € à l'association CIDFF.

Vu l'article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2020,

Vu le projet de convention d'objectifs 2026 ci-joint,

Vu la délibération n°DEL25_12_08_31 du 08 décembre 2025 portant versement d'un acompte d'un montant de 7 750 €,

Vu le projet de convention d'objectifs 2026 ci-joint,

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu.

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE F. LOUCIF HAMIDOUCHE, GROUPE UNION DES VENISSIANS INDEPENDANTS

Le CIDFF est un relais essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les violences, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotions pour l'égalité entre hommes et femmes.

Autant dire un outil essentiel pour les droits des femmes dans plusieurs domaines.
Dans le secteur privé les femmes gagnent 22 % de moins que les hommes ; Elles sont souvent en temps partiel et dans des métiers moins payés. Elle est environ de 14 ,2% pour un travail identique en 2023 ;

Autant dire que l'égalité hommes/ femmes est un symptôme difficile à soigner et qui perdure . Ce travail sera long et très lent sans réelle responsabilité politique.

En termes de violences conjugales au 31 décembre 2025 « NousToutes » comptait 164 féminicides un nombre en augmentation (141 en 2024). Ces femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint et ex-conjoint, le plus dur à entendre ces femmes avaient porté plainte à plusieurs reprises. Malheureusement elles n'ont pas été entendues.

Près de la moitié des plaintes pour violences conjugales sont classées sans suite. Je note que sur Vénissieux plusieurs actions ont été mises en place pour s'attaquer à ce fléau en collaboration avec Viffil. D'ailleurs je voudrais mettre en avant un dispositif inédit mis en place dans l'Aude avec la mise à disposition d'un kit d'urgence pour les victimes de violences conjugales décidant de quitter leur foyer. Ce kit d'urgence comprendra un compte bancaire des produits de première nécessité et un partenariat avec la poste et l'association entre « Fée ta valise » avec la possibilité d'acquérir un un téléphone avec une carte Sim prépayée, ouverture d'un compte avec aide financière rapides et simple. Des partenariats que l'on pourrait mettre en place sur Vénissieux. Le 25 11 2024 a été inauguré la maison des femmes sur Lyon à HEH en partenariat avec la CAF, le CPAM, la région, la métropole de Lyon et bien d'autres. Je sais que je me répète Madame le Maire et j'espère me faire entendre aujourd'hui. A quand chez nous une structure un foyer accueillant femme et enfants victimes de ce fléau. Vous savez les dégâts physiques et psychologiques qu'induit ces violences sur leur vie présentes et futures. En tant que vice-présidente de la métropole contre les discriminations hommes/femmes ET Maire de Vénissieux 3è ville la plus peuplée du département. Je reste persuadée que vous auriez pu créer une structure ou un foyer pour ces oubliées qui ont vécu ce traumatisme. Je reste sur ma faim .

Merci

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- autoriser Madame le Maire à signer la convention ci-jointe, les éventuels avenants et tout document nécessaire à son application,
- allouer la somme de 31 000 € à l'association CIDFF au titre de la subvention 2026,
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.
- dire que l'acompte versé sera déduit du montant global de la subvention versée à l'association,

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

30 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'APASEV. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

Créée en 1982, dans la continuité de l'œuvre des colonies de vacances de Vénissieux, l'Association pour la Promotion des Activités Socio-Educatives de Vénissieux dite A.P.A.S.E.V. est un acteur historique et incontournable de l'animation socio-éducative et de l'éducation populaire sur le territoire vénissian. Elle organise, dans une finalité éducative, des séjours de vacances en France pour les enfants et adolescents, les familles et les retraités. Elle propose également des classes de découvertes en direction des écoles élémentaires de Vénissieux. Cette association s'attache à proposer des séjours de qualité et à promouvoir le départ du plus grand nombre notamment dans les équipements mis à disposition par la Ville en proposant des tarifs accessibles.

Compte tenu de l'intérêt des actions menées par cette association, qui entrent en résonance avec les politiques volontaristes menées par la Ville en matière d'éducation, de culture, de sports et de loisirs telles que traduites dans le Projet Educatif et Solidaire, l'A.P.A.S.E.V. a pu bénéficier du soutien de la Ville de Vénissieux depuis son origine.
Une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens lie la Ville et l'association jusqu'au 31 décembre 2029.
Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé d'attribuer une subvention à l'A.P.A.S.E.V. pour l'année 2026 pour un montant de 964 564 €.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
Vu la délibération DEL25_12_08_30 du 8 décembre 2025 autorisant le versement d'un acompte de subvention à l'A.P.A.S.E.V. ;
Vu la convention pluriannuelle 2026-2029 annexée au présent rapport ;

Considérant l'analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 964 564 € à l'A.P.A.S.E.V au titre de la subvention 2026 ;
- préciser que le versement de cette subvention s'effectue conformément aux dispositions de la convention pluriannuelle présente en annexe et notamment que l'acompte de subvention de 289 369 € autorisé par la délibération du 8 décembre 2025 est compris dans le montant de la subvention ainsi allouée,

- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits ouverts au budget principal et de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**32**	
Vote(s) Pour	**31**	Michèle **PICARD** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Djilannie **BENMABROUK** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**8**	Nacer KHAMLA ; Véronique FORESTIER ; Lanouar SGHAIER ; Samira MESBAHI ; Véronique CALLUT ; Bayrem BRAIKI ; Aurélien SCANDOLARA ; Sophia BRIKH

31 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION TRACTION AVANT COMPAGNIE POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BRAIKI

L'association Traction Avant Compagnie a pour but de contribuer au développement éducatif, artistique et culturel en particularité de la jeune population vénissiane : par l'encadrement de la pratique amateur (théâtre, danse, chant, image, numérique...), en renforçant le lien aux habitants, notamment les plus éloignés de la culture ; par un ensemble d'actions culturelles, en abordant et expérimentant la démarche de création. L'association contribue aussi à valoriser l'image de Vénissieux par des rencontres, stages, ateliers, créations de films et diffusion de spectacles vivants professionnels.

À travers son ancrage fort sur le territoire de Vénissieux, l'association Traction Avant Compagnie travaille avec une grande diversité de populations, de structures, de partenaires avec pour priorité, à la base de tous ses projets, la rencontre et la création avec les habitants.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l'association Traction Avant Compagnie à la somme de 33 000 euros.

Vu l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention d'objectifs pluriannuelle 2024-2026 ci-jointe ;

Considérant les résultats 2025 et l'analyse du dossier de demande de subvention 2026 reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 33 000 euros à l'association Traction Avant Compagnie au titre de la subvention 2026 ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

32 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION AMELY ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2026

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

L'association Amely a pour vocation de contribuer à la construction du lien social dans les quartiers. À cette fin, elle agit en proximité et au service de l'ensemble des publics, afin de prévenir les situations d'exclusion. Elle œuvre ainsi à la promotion de la mixité sociale, avec l'ambition de participer à l'émergence d'une société plus juste et plus équitable. Par son action, l'association contribue au renforcement du lien humain et social auprès des habitants de la ville de Vénissieux.

Fortement ancrée sur le territoire vénissian, l'association Amely met en œuvre plusieurs actions, notamment :

- l'accès aux droits juridiques, à travers quatre permanences dédiées ;
- des actions de médiation citoyenne visant à accompagner les habitants dans la résolution autonome des problématiques de la vie quotidienne, grâce à l'intervention de médiateurs ;
- de l'accompagnement administratif et numérique, assuré par la mise en place de cinq permanences sur le territoire communal.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder une subvention au titre de l'année 2026 à l'association Amely et d'en fixer le montant à la somme 29 000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;

Vu l'article 10 de la loi n 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu la convention 2026 ci-jointe ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier de demande de subvention 2026 reçu.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- valider le projet de convention entre la Ville de Vénissieux et l'Association AMELY ;
- autoriser Madame le Maire à signer la présente convention, ainsi que les éventuels avenants nécessaires à l'exécution de ladite subvention ;

- dire que la dépense de 29 000 euros sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subvention de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

33 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CASC POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Le comité d'activités sociales et culturelles des fonctionnaires territoriaux de Vénissieux (CASC) exerce différentes missions à destination des agents municipaux, actifs ou retraités, et de leurs ayant droits.

Le CASC propose des activités diversifiées. Ces activités couvrent les domaines social, culturel, sportif, de loisirs et de vacances. Le CASC est aussi chargé des dispositifs d'aides financières en direction des agents municipaux et des retraités. Il apporte une aide morale et occasionnelle aux agents, temporairement, sans se substituer aux organismes habilités.

Eu égard à l'intérêt local de l'association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'accorder une subvention d'un montant de 776 000 € à l'association CASC au titre de l'année 2026. Cette subvention se décompose en une somme de 680 600 € destinée au financement des différents dispositifs et activités proposés par le CASC et une somme de 89 400 € maximum au titre à la rémunération des agents mis à disposition de l'association, versée compte tenu de la réalité des dépenses engagées.

La part de subvention destinée au financement des différents dispositifs et activités destinée au financement des différents dispositifs et activités proposée par le CASC est versée en plusieurs échéances. La dernière est conditionnée à la production des comptes de l'association 2024/2025.

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la convention d'objectifs et de moyens conclue le 10 juin 2025 avec l'association CASC ;

Considérant l'analyse des résultats 2025 et le dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 776 000 € à l'association CASC au titre de la subvention 2026 ;
- préciser que cette somme est attribuée pour 680 600 € au titre des dispositifs et activités proposés par le CASC et pour 89 400 € au titre à la rémunération des agents mis à disposition de l'association ;
- préciser que le versement de cette subvention s'effectue conformément aux dispositions dans la convention d'objectifs et de moyens présente en annexe et notamment son article 5 ;
- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l'exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

34 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'AGENCE D'URBANISME DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE POUR L'ANNÉE 2026. AUTORISATION DE VERSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BRAIKI

L’agence d’urbanisme de l’aire métropolitaine lyonnaise est un outil d’ingénierie territoriale au service des politiques publiques dans leur diversité. Elle offre aujourd’hui la capacité de travailler sur l’ensemble des politiques publiques d’aménagement et de développement des territoires. Avec la montée en puissance des enjeux de développement durable, elle a enrichi ses compétences historiques en urbanisme et en aménagement du territoire de nouveaux domaines thématiques : énergie, santé environnementale, alimentation, nouvelles mobilités, écologie.

Elle améliore en continu ses outils d’observation et développe des méthodes innovantes de prospective territoriale.

Eu égard à l’intérêt local de l’association, il est proposé aux membres du Conseil municipal d’accorder et de fixer le montant de la subvention 2026 à l’agence d’urbanisme de l’aire métropolitaine lyonnaise à la somme de 11 000 €.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Considérant l’analyse du dossier de demande de subvention reçu ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- allouer la somme de 11 000 € à l’agence d’urbanisme de l’aire métropolitaine lyonnaise au titre de la subvention 2026 ;

- dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal de l’exercice 2026, compte 65748 : subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

Suffrages exprimés	**39**

Vote(s) Pour	**38**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**1**	Yolande PEYTAVIN

35 - OCCUPATION D'UN TERRAIN APPARTENANT À LA MÉTROPOLE DE LYON SITUÉ RUE GUY FISCHER. APPROBATION D'UNE CONVENTION

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BRAIKI

La Métropole de Lyon est propriétaire de la parcelle cadastrée BV n°114 d'une surface totale de 911 m², située au niveau du n°3 de la rue Guy Fischer. Cette parcelle correspond à un segment de la rue Guy Fischer et à un espace vert fermé par une clôture sans usage particulier.
La Ville souhaiterait donner un usage à cet espace vert d'environ 400 m². Il est envisagé d'aménager cet espace à destination des élèves du groupe scolaire Flora Tristan, pour l'organisation d'animations pédagogiques en extérieur. Le projet a été étudié par la Direction Cadre de Vie, en concertation avec la directrice et l'équipe pédagogique de l'école.
La parcelle sera aménagée avec les équipements suivants (voir plan d'aménagement en annexe):

- un espace adapté pour faire "classe dehors" , comprenant des assises en rondins de bois et un dispositif d'ombrage
- la plantation d'arbustes et de plantes grimpantes afin de masquer partiellement la clôture donnant sur la rue
- l'installation d'un abri de jardin pour un espace de rangement, équipé d'un récupérateur d'eau
- la mise en place d'un composteur et d'un hôtel à insectes.

Pour permettre la réalisation du projet, la Métropole a accepté de mettre le terrain à disposition de la Ville, par le biais d'une convention d'occupation temporaire (dont le projet figure en annexe) à titre gratuit et pour une durée de 5 ans.
Au terme de la convention, le terrain devra être remis dans son état initial.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant l'intérêt d'aménagement qualitativement cet espace et de lui donner un usage ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE B. COULIOU, GROUPE L'ÉCOLOGIE A VÉNISSIEUX

Madame le maire, Mesdames, Messieurs,

Nous nous félicitons de cette délibération concernant cette parcelle, propriété de la Métropole, située sur la rue Guy Fischer, juste en face du groupe scolaire Flora Tristan, qui est hélas peu végétalisée. La Métropole nous a déjà fait confiance en mettant à disposition de la ville à titre gratuit le square Lily Garel.

L'aménagement de cette parcelle a été travaillé avec les directrices du groupe scolaire, l'équipe pédagogique et la directrice du centre de loisirs. Ceci en concertation avec le conseil de quartier, les agents du service du cadre de vie que nous remercions fortement.

La ville a végétalisé onze groupes scolaires sur ce mandat.
Nous avons aussi créé une rue aux enfants, rue Jeanne Labourde, en face du groupe scolaire de Parilly, et qui hélas n'a pas été végétalisée dans ce mandat.
Nous devons favoriser les déplacements sécurisés dévolus aux modes doux. Nous avons encore des points de progression, comme par exemple rue Langevin pour accéder à la future station de Tramway ou rue de l'Industrie pour accéder au passage sous terrain.
Nous devons être vigilants aux stationnements sur les trottoirs, ce qui va jusqu'à installer des prises privatives sur la voie publique !
On en doit pas privatiser l'espace public.

(Désolée, je suis un peu ému, pour ce dernier Conseil du mandat.)
Nous devons encore créer d'autres lieux de rencontres apaisées entre les vélos et les piétons, comme au niveau de la gare de Vénissieux, pour limiter les conflits.
Nous devons prendre tous ensemble soin des habitants les plus vulnérables, les Vénissians méritent le meilleur !

Merci.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver l'occupation, à titre gratuit, du terrain nu correspondant à une partie de la parcelle cadastrée BV n°114 située rue Guy Fischer d'une surface d'environ 400 m²,
- autoriser Madame le Maire à signer la convention d'occupation précaire à intervenir entre la Métropole de Lyon et la Ville de Vénissieux, ainsi que les éventuels avenants nécessaires à son exécution.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

36 - APPROBATION ET SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT EN VUE DE LA VALORISATION CULTURELLE DES RÉSEAUX ET DU PATRIMOINE DE SYTRAL MOBILITÉS

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur BRAIKI

La Ville de Vénissieux organise chaque année un événement culturel d'envergure intitulé Festival Fêtes Escales. Ce festival de musique gratuit alliant musiques urbaines et du monde est ouvert à tous favorisant ainsi l'accès à la culture et à l'art.
Dans le cadre de la promotion de cet événement, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec SYTRAL Mobilités, afin de soutenir la communication et la diffusion de l'événement auprès des usagers.

A ce titre, SYTRAL Mobilités s'engage à assurer une communication informative et artistique, afin de valoriser le festival Fêtes Escales, notamment par la mise à disposition dans ses différents transports sur ses supports de communication (écrans dans les tramways, espaces d'affichage aux arrêts de tramway, impression sur bus, etc.), permettant une diffusion élargie de l'événement au-delà du territoire de la Ville de Vénissieux.

Le présent partenariat est conclu à titre gratuit et ne donne lieu à aucune contrepartie financière entre les parties. Il contribue à l'augmentation et au renforcement du nombre de participants et permet la démocratisation de l'accès au festival Fêtes Escales.
Les coûts liés à la conception, à la modification, à la production des supports de communication, tels que les affiches, supports adhésifs et tout autre support à vocation promotionnelle, sont intégralement pris en charge par la Ville de Vénissieux, dans le cadre du budget de communication dédié à l'événement Fêtes Escales.

La présente convention est conclue pour la période du 29 juin 2026 au 14 juillet 2026.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L 2121-29,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Considérant que le festival des Fêtes Escales, a pour objectif la démocratisation de l'art, et de la culture, ainsi afin d'en assurer une diffusion élargie, le partenariat avec SYTRAL Mobilités permet de renforcer la promotion et la valorisation des Fêtes Escales.

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver la convention de partenariat entre la Ville de Vénissieux et SYTRAL Mobilités en vue de la valorisation culturelle des réseaux et du patrimoine de SYTRAL Mobilités relative à la promotion du festival Fêtes Escales sur les réseaux du SYTRAL.

- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention, ainsi que tout document s'y rapportant.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

37 - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR ACCUEILLIR UNE OFFRE DE TYPE RESTAURATION RAPIDE-SNACKING AU CENTRE AQUATIQUE DELAUNE

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Le projet d'exploitation du nouveau centre aquatique prévoit de valoriser davantage les espaces extérieurs du centre aquatique avec notamment une nouvelle offre de jeux aquatiques extérieurs (splashpad), du football sur plage (beach soccer), un espace couvert pour le dispositif estival Delaune Plage et un local avec terrasse pour accueillir une offre de type restauration rapide-snacking.

Plus précisément, le local dispose des espaces suivants :

- Une partie « vente » d'une surface de 10 m2, complétée d'une terrasse équipée de tables, chaises et mange-debouts,
- Une partie « réserve » d'une surface de 9 m2.

La Commune doit organiser une consultation préalable pour informer les candidats intéressés sur les conditions d'exploitation d'un local avec terrasse au nouveau centre aquatique Auguste Delaune, avant de conclure la convention d'occupation domaniale.

Les critères de sélection sont les suivants :

- Qualité et diversité de l'offre proposée – pondération 30 points
- Accessibilité prix – pondération 30 points
- Le modèle économique – viabilité/fiabilité du business plan sur 2 ans – pondération 30 points
- Respect et mise en œuvre d'une démarche environnementale durable – origine des produits, modes d'approvisionnements et d'une façon générale appréciation d'une démarche éco responsable dans la gestion de l'activité et les déchets – pondération 10 points

Cette occupation est consentie à compter de la date d'ouverture du centre aquatique pour une durée de deux ans et sur une période estivale uniquement.

Cette occupation du domaine public donne lieu au versement d'une redevance d'occupation du domaine public conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. Il est proposé de fixer la redevance d'occupation à 250 euros par saison estivale.

Le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à titre payant est annexé à la présente délibération.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1-1, L.2122-1-4, L.2125-1 et L.2125-3,

Vu le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public annexé à la présente délibération,

Considérant la volonté de valoriser les espaces extérieurs du futur centre aquatique Delaune ;

Considérant la nécessité de procéder à une mise en concurrence ;

Considérant l'avantage financier procuré par l'occupation du local ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE F. LOUCIF HAMIDOUCHE, GROUPE UNION DES VENISSIANS INDEPENDANTS

Début janvier a eu lieu à la piscine Auguste Delaune une grève qui a conduit à la fermeture de celle ci pendant plusieurs jours affectant ainsi le personnel et les usagers. Depuis un an, il s'interroge sur leurs futures conditions de travail et le fonctionnement du nouveau centre nautique. Questions pourtant légitimes. Il aura fallu d'une grève pour que ces derniers soient enfin reçus par la majorité. Vous construisez un nouveau centre aquatique. Cette installation d'une valeur de 23 Millions d'euros va comprendre 4 bassins intérieurs des jeux aquatiques extérieurs un solarium minéral des espaces verts, un espace bien être et un snack. Comment se fait il que le personnel de la piscine actuelle n'ait pas été convié à ce projet sur le plan du personnel, de la sécurité et de son fonctionnement. Inconcevable. Mais avec qui et comment a été construit ce centre nautique ? À ce jour de nombreuses questions restent en suspens sur la condition de travail, les cycles de week end plus importants, le fonctionnement, la sécurité des différents services proposés et surtout sur la nécessité de recruter. Je rappelle entre autres que ce centre disposera d'un espace bien être, hammam et sauna. Comment celui-ci va être géré ? Envisagez-vous une entrée indépendante ? Des questions de sécurité peuvent nous interroger. Je rappelle qu'un hammam et sauna est très énergivore et l'exemple du CNI nous a bien montré que ce service n'était pas rentable. Pourquoi l'avoir mis en place, je ne comprends pas sachant que la piscine Augustes Delaune est déjà déficitaire environ 1 million d'euros par an. Ne va t on pas creuser le déficit. Depuis plusieurs années la France fait face à une pénurie de maîtres nageurs et je vois que vous vous n'avez pas anticipé ces problèmes de recrutement où en êtes vous dans ce domaine d'ailleurs. Dommage que l'équipe actuelle n'ait pas été inclue dans la réflexion de ce projet. Il vous aurait alors peut être alerté en amont sur les éventuelles difficultés à venir. N'a t on pas vu trop gros avec ce nouveau centre nautique ? J'espère franchement que ce ne sera pas un gouffre financier. Je suis très perplexe. Aussi je m'interroge sur l'accueil des usagers. Pourquoi ne pas avoir intégré dans votre projet un parking ? Si nous ciblons les communes alentour où vont-ils se garer sachant qu'ils ne sont pas tous desservis par le tram et les parkings environnants sont déjà bien surchargés. Celui du marché n'est pas à proximité, il faut traverser plusieurs routes et il est fermé le jeudi et samedi jusqu'à 14/ 15 h .Beaucoup de questions en suspens Madame le Maire votre majorité va- t- elle mettre en place les moyens financiers pour le fonctionnement et la sécurité de cette nouvelle grosse structure. Aujourd'hui le personnel est toujours dans l'inquiétude de connaître les conditions de travail et notamment sur leur emploi du temps. Y-aura-t- il le personnel nécessaire pour ouvrir le 1 juin 2026 ; Je n'y crois pas.

Merci

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- créer un tarif relatif à la redevance d'occupation du domaine public pour le snack du nouveau centre aquatique Auguste Delaune à hauteur de 250 euros pour une saison estivale ;
- dire que la recette en résultant sera inscrite au budget principal 2026 et 2027 de la Ville au compte 70323 – Redevance d'occupation du domaine public ;
- autoriser le lancement d'une consultation préalable à la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique ;
- autoriser Madame le Maire à choisir le titulaire de la future convention d'occupation temporaire du domaine public ;
- autoriser Madame le Maire à signer ladite convention, les éventuels avenants nécessaires à son exécution ainsi que tout document relatif à cette procédure.

Suffrages exprimés	**40**

Vote(s) Pour	**38**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**2**	Lotfi **BEN KHELIFA** ; Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

38 - MODIFICATION MODALITÉS FACTURATION ET REMBOURSEMENT - CLASSES DÉCOUVERTES AU CENTRE EYZIN PINET

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Madame FORESTIER

Par délibérations du 9 octobre 2023 et du 5 février 2024, le conseil municipal a autorisé successivement l'utilisation du centre Eyzin Pinet pour l'organisation de classes découvertes « Environnement » et complété la tarification quotidienne par l'application d'une redevance spécifique applicable aux enfants bénéficiant d'un panier-repas en raison d'allergies alimentaires.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de mettre à jour la « procédure de mise en œuvre des classes découvertes Environnement du Centre Eyzin Pinet », afin d'intégrer les modalités de facturation et de remboursement aux familles.

Il est ainsi proposé d'intégrer dans ce document joint en annexe les dispositions suivantes :

- L'obligation du règlement de la classe découverte au plus tard dix jours avant le départ ;
- La possibilité d'un remboursement en cas d'absence justifiée (avec présentation d'un certificat médical sous 7 jours) pendant une ou plusieurs journées de classe découverte ;

De ce fait, le document intitulé « Procédure de mise en œuvre des classes découvertes Environnement du Centre Eyzin Pinet » annexé à la délibération n°2023/6 du 9 octobre 2023 aura vocation à être modifié pour intégrer ces éléments.

Une version ainsi modifiée du document est annexée à la présente. Elle intègre également l'existence du tarif spécifique créé par la délibération n°2024/16 du 5 février 2024 précitée et diverses modifications mineures.

Vu l'article L2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article L551-1 du code de l'éducation ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le règlement de fonctionnement des classes découvertes du Centre Eyzin Pinet pour les raisons évoquées ci-avant ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les modifications des modalités de règlement et de remboursement des tarifs appliqués pour les classes découvertes « Environnement » au Centre Eyzin Pinet , telles que précisées dans le présent rapport et le document « Procédure de mise en œuvre des classes découvertes Environnement – Centre Eyzin Pinet » en annexe.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**39**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**1**	Alexandre **DALLERY**
Ne prend pas part au vote	**0**	

39 - POLITIQUE D'ARCHIVAGE NUMÉRIQUE DE LA VILLE DE VÉNISSIEUX

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

L'archivage numérique est devenu un véritable enjeu du fait :

- de la multiplication des procédures dématérialisées,
- de la reconnaissance de l'écrit électronique comme preuve,
- de l'explosion des données numériques.

Les documents et données électroniques répondent désormais aux mêmes règles de conservation que les archives papier avec la même valeur patrimoniale et juridique. Il est donc nécessaire d'assurer la sécurité et l'accessibilité de ces informations.

Le SITIV, compte-tenu de sa compétence dans le domaine des systèmes d'information et du numérique, propose de mettre à la disposition des communes qui en sont membres un système d'archivage électronique (SAE).

La Ville de Vénissieux, en tant qu'adhérente au syndicat, bénéficie d'un accès complet à cet outil de gestion des documents numériques.

Le SAE est un écosystème se composant d'infrastructures matérielles, de solutions logicielles et de processus métier pilotés et réalisés par des archivistes. Il a pour objet de garantir la bonne gestion du cycle de vie des archives conservées dans le système, leur authenticité, leur intégrité et enfin leur pérennisation dans le temps. La mise en place du SAE est formalisée par une Politique d'archivage numérique, qui définit également les rôles et les responsabilités de tous les intervenants. Elle a été élaborée en concertation avec les services des archives municipales des communes adhérentes au SITIV et soumise à l'avis des différents services d'archives départementales.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-29 et suivants ;

Vu le Code du patrimoine, notamment le livre 2 et ses articles L 211-1 à L 214-10 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le Code civil, notamment ses articles 1366 à 1379 ;

Vu la délibération CS_2025_12_7 du Conseil Syndical du SITIV du 12 décembre 2025, prenant acte de la politique d'archivage numérique des communes.

Considérant la valeur probante des documents et données numériques,

Considérant que la dématérialisation croissante des documents administratifs impose à la collectivité de se doter d'une politique d'archivage électronique claire et sécurisée,

Considérant que cette politique vise à garantir l'intégrité, la pérennité, la traçabilité et l'accessibilité des archives électroniques, conformément aux exigences légales et réglementaires,

Considérant que cette politique définit les rôles et responsabilité des intervenants,

Considérant le retour positif des Archives départementales du Rhône et de la Métropole de Lyon,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver la politique d'archivage numérique de la collectivité,
- autoriser Madame le Maire à assurer la mise en œuvre de cette politique en lien avec le service des archives.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**34**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**6**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Estelle Sophia **JELLAD**
Ne prend pas part au vote	**0**	

40 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRÈS DU COMITÉ D'ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES (CASC) DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX DE LA VILLE DE VÉNISSIEUX

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Certains fonctionnaires sont mis à disposition d'organismes à but non lucratif dont les activités favorisent ou complètent l'action des services publics locaux.

L'Assemblée délibérante a approuvé lors du Conseil municipal du 2 juin 2025 la convention d'objectifs et de moyens entre la ville de Vénissieux et le CASC et notamment la mise à disposition de personnels.
Les modalités de mise à disposition de ces personnels sont détaillées et encadrées par une convention qui est arrivée à son terme le 31 décembre 2024. Dès lors il est nécessaire de procéder à son renouvellement.

Cette convention soumise à votre approbation prévoit notamment :

- pour les structures d'accueil de rembourser les rémunérations et charges du personnel mis à disposition conformément à l'obligation réglementaire. Il s'agit des salaires, primes et indemnités éventuelles perçues par les agents, ainsi que les charges sociales et patronales, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par l'administration communale.

- la mise à disposition de 2 agents fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15 du Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération n°DEL25_06_02_27 du Conseil municipal du 2 juin 2025 portant convention d'objectifs et de moyens entre le CASC et la ville de Vénissieux,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Considérant qu'aux termes de l'article 5.2 de ladite convention « deux agents municipaux sont mis à disposition du CASC pour lui permettre la gestion des tâches administratives »,

Considérant que les agents ont donné leur accord à cette mise à disposition,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- accepter, à compter du 1er janvier 2025, la mise à disposition des fonctionnaires, relevant du cadre d'emplois visé ci-dessus auprès du Comité d'Activités Sociales et Culturelles (CASC) pour une durée de deux ans.
- autoriser Madame le Maire à signer la convention y afférant,
- dire que le montant sera imputé au compte 70848 : mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes, au code fonctionnel 020 : administration générale de la collectivité

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**7**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD**
Ne prend pas part au vote	**0**	

41 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRÈS DE LA RÉGIE AUTONOME PERSONNALISÉE LA MACHINERIE

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Certains fonctionnaires sont mis à disposition d'organismes à but non lucratif dont les activités favorisent ou complètent l'action des services publics locaux.

Compte tenu :

- de la nécessité de procéder au renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel auprès de la Régie Autonome Personnalisée La Machinerie

- de l'obligation, prévue par les textes, pour les structures d'accueil de rembourser les rémunérations et charges du personnel mis à disposition

- des engagements de la Ville dans le budget de verser des subventions qui prennent en compte les dépenses de personnel.

Il vous est proposé d'établir une convention afin de procéder à la mise à disposition de ces agents selon les modalités suivantes :

1 Directeur relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux

1 agent du cadre d'emplois des agents de maîtrise

1 agent du cadre d'emplois des adjoints administratifs

2 agents du cadre d'emplois des adjoints techniques

Cette mise à disposition donne lieu à remboursement à la ville par la structure d'accueil des salaires, primes et indemnités éventuelles perçues par les agents, ainsi que les charges sociales et patronales, au prorata du temps de travail effectivement réalisé par les agents de la ville mis à disposition, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par l'administration communale.

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 512-6 à L 512-9 et L. 512-12 à L 512-15 du Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Considérant l'accord donné par les agents concernés par la mise à disposition,

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- accepter, à compter du 1er janvier 2026, la mise à disposition des agents, relevant des cadres d'emplois visés ci-dessus, auprès de la Régie Autonome Personnalisée La Machinerie pour une durée de trois ans,
- autoriser Madame le Maire à signer la convention y afférant,
- dire que le montant sera imputé au compte 70841 : mise à disposition du personnel facturée aux Régies municipales, au code fonctionnel 316 : théâtre et spectacles vivants

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**7**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD**
Ne prend pas part au vote	**0**	

42 - CRÉATION ET SUPPRESSION DES POSTES

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Dans le cadre des besoins de la collectivité, pour faire face à de nouveaux besoins ou à des évolutions, il est nécessaire de délibérer pour supprimer et créer les postes suivants :

Emplois permanents :

- Suppression d'un poste d'enseignant chargé de la documentation à temps complet à la Direction des affaires culturelles (DAC)

Afin de s'adapter aux évolutions suite à un départ à la retraite, comme vu en comité social territorial du 25 septembre 2025, il est proposé de supprimer un poste d'enseignant chargé de la documentation sur le cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique (grade cible assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe), à temps complet à la DAC.

- Suppression de l'ensemble des postes actuels de la Piscine Auguste Delaune et création de l'ensemble des postes du Centre aquatique Delaune à la Direction Sports Jeunesse et Famille (DSJF)

Afin d'adapter l'organisation du nouveau centre aquatique municipal en lieu et place de la piscine Auguste Delaune, il est proposé de supprimer au 4 mai 2026 l'ensemble des postes actuels de la piscine pour créer l'ensemble des postes nécessaires au fonctionnement du centre aquatique.
Pour rappel, un poste a d'ores-et-déjà été supprimé au Conseil municipal du 8 décembre 2025.
Ainsi, il est proposé de supprimer :
- 1 poste de Responsable technique du complexe Delaune sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

- 4 postes d'agents techniques chargés de l'accueil et du nettoyage sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

- 4 postes d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS) aquatiques sur le cadre d'emplois des ETAPS,

Pour rappel, 4 postes ont d'ores-et-déjà été créés aux Conseils municipaux des 2 juin et 8 décembre 2025.

Il est proposé de créer au 4 mai 2026 les postes suivants :

- 7 postes de chargé de l'enseignement de la natation et de la surveillance (ETAPS aquatiques) à temps complet sur le cadre d'emplois des ETAPS (grade cible ETAPS principal 1ère classe),

- 1 poste de chargé de la surveillance des bassins (Opérateur territorial des activités physiques et sportives (OTAPS aquatique)) à temps complet sur le cadre d'emplois des OTAPS (grade cible opérateur des activités physiques et sportives principal),

- 3 postes de chargés d'accueil et de la relation des usagers à temps complet sur les cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des adjoints administratifs territoriaux (grades cibles adjoint technique principal 1ère classe et adjoint administratif principal 1ère classe),

- 2 postes d'agents d'entretien à temps complet sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (grade cible adjoint technique principal 1ère classe),

- 1 poste d'agent d'entretien – référent administratif nettoyage à temps complet sur les cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des agents agents de maîtrise territoriaux (grades cibles adjoint technique principal 1ère classe et agent de maîtrise principal),

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le Comité Social Territorial du 25 septembre 2025 ;

Vu le Comité Social Territorial du 18 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte les évolutions constantes de l'activité et des personnels ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE M.D. BRUYERE, GROUPE UNIS POUR VÉNISSIEUX

Madame le Maire,
Mesdames et Messieurs les élus,

Je souhaite aujourd'hui prendre la parole sur un sujet important pour le bon fonctionnement de notre collectivité. Il semble que : l'absentéisme au sein des services municipaux soit important.

Si cela est le cas ce phénomène ne peut pas être réduit à une simple question individuelle. Il est le symptôme d'un malaise plus profond, souvent lié aux conditions de travail et, notamment, à des dysfonctionnements managériaux. Lorsque le dialogue est insuffisant, lorsque les agents ne se sentent ni écoutés ni reconnus, cela finit inévitablement par impacter leur santé, leur motivation et leur présence au travail.

Il est donc essentiel d'évaluer l'organisation des équipes et de mettre en place un encadrement plus humain, plus à l'écoute et plus respectueux des agents. Améliorer le management, ce n'est pas désigner des coupables, c'est chercher des solutions durables pour le bien du service public. Travailler à réduire l'absentéisme passe donc par une meilleure considération du travail des agents, par un climat de confiance et par un management responsable. C'est à cette condition que nous pourrons garantir un service public de qualité et un environnement de travail plus serein pour tous.

Je tiens également à profiter de cette intervention pour remercier sincèrement les agents municipaux. Malgré les difficultés rencontrées, beaucoup continuent à s'investir avec professionnalisme et dévouement au service des habitants. Leur engagement mérite notre reconnaissance et notre soutien. Je vous remercie de votre attention.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver la suppression d'un poste d'enseignant chargé de la documentation sur le cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique à temps complet à la DAC ;

- approuver la suppression au 4 mai 2026 d'un poste de responsable technique du complexe Deleaune à temps complet sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux à la DSJF ;
- approuver la suppression au 4 mai 2026 de 4 postes d'agents techniques chargés de l'accueil et du nettoyage à temps complet sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux à la DSJF ;
- approuver la suppression au 4 mai 2026 de 4 postes d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS) aquatiques à temps complet sur le cadre d'emplois des ETAPS à la DSJF ;
- approuver la création au 4 mai 2026 à la DSJF de 7 postes de chargé de l'enseignement de la natation et de la surveillance (ETAPS aquatiques) à temps complet sur le cadre d'emplois des ETAPS (grade cible ETAPS principal 1ère classe) et dont la rémunération comprend le traitement par référence au cadre d'emplois des ETAPS, l'attribution du RIFSEEP et le 13ème mois ;
- approuver la création au 4 mai 2026 à la DSJF d'un poste de chargé de la surveillance des bassins (OTAPS aquatique) à temps complet sur le cadre d'emplois des OTAPS (grade cible opérateur des activités physiques et sportives principal) et dont la rémunération comprend le traitement par référence au cadre d'emplois des OTAPS, l'attribution du RIFSEEP et le 13ème mois ;
- approuver la création au 4 mai 2026 à la DSJF de 3 postes de chargés d'accueil et de la relation des usagers à temps complet sur les cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des adjoints administratifs territoriaux (grades cibles adjoint technique principal 1ère classe et adjoint administratif principal 1ère classe) et dont la rémunération comprend le traitement par référence aux cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux ou des adjoints administratifs territoriaux, l'attribution du RIFSEEP et le 13ème mois ;
- approuver la création au 4 mai 2026 à la DSJF de 2 postes d'agents d'entretien à temps complet sur le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (grades cibles adjoint technique principal 1ère classe) et dont la rémunération comprend le traitement par référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, l'attribution du RIFSEEP et le 13ème mois ;
- approuver la création au 4 mai 2026 à la DSJF d'un poste d'agent d'entretien – référent administratif nettoyage à temps complet sur les cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des agents de maîtrise territoriaux (grades cibles adjoint technique principal 1ère classe et agent de maîtrise principal) et dont la rémunération comprend le traitement par référence aux cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux ou des agents de maîtrise territoriaux, l'attribution du RIFSEEP et le 13ème mois ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé sur les crédits de l'exercice en cours et aux suivants, inscrits au chapitre 012 : charges de personnels et frais assimilés.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**7**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD**

Ne prend pas part au vote	**0**	

43 - TABLEAU DES EMPLOIS

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur GAUTIN

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'avis du comité social territorial du 6 novembre 2025 ;

Vu l'avis du comité social territorial du 13 novembre 2025 ;

Vu l'avis du comité social territorial du 18 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte les évolutions constantes de l'activité et des personnels en procédant aux créations et suppressions de postes nécessaires ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- approuver les modifications du tableau des emplois permanents liées aux créations et suppressions d'emplois aux dates d'effet telles que citées en annexe ;
- dire que le montant de la dépense sera imputé au budget de l'exercice en cours, et aux suivants, au chapitre 012 : charges de personnel et frais assimilés.

Suffrages exprimés	**40**	
Vote(s) Pour	**33**	Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ;

		Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Jean-Maurice **GAUTIN** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Yannick **BUSTOS** ; Benoît **COULIOU** ; Aude **LONG** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**7**	Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Estelle Sophia **JELLAD**
Ne prend pas part au vote	**0**	

44 - RAPPORT ANNUEL 2024 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur SGHAIER

En application de l'article L.3641-1 Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la gestion des services d'assainissement et d'eau.

Conformément à l'article L.2224-5 du CGCT, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement est présenté par le Président de la Métropole à l'assemblée délibérante et destiné, notamment, à l'information des usagers.

Ce rapport annuel a été présenté, pour l'exercice 2024, au Conseil de la Métropole le 17 novembre 2025 (Délibération n° 2025-3136).

En application de l'article D.2224-3 du CGCT, le maire présente au conseil municipal le rapport transmis par la Métropole de Lyon, dont le contenu est précisé dans ce même article.

I – Eau potable

Le rapport annuel rend compte de la politique et des actions menées par la Métropole de Lyon en sa qualité d'autorité organisatrice et de maître d'ouvrage du service ainsi que de la gestion du service délégué, au cours de l'année 2024, par les exploitants pour son compte et sous son contrôle. Depuis le 1er janvier 2023, Eau publique du Grand Lyon assure le captage, la production, l'acheminement, la distribution et la facturation de l'eau potable ainsi que la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation du réseau et du patrimoine sur son territoire.

L'eau distribuée par la Métropole de Lyon, provient de 11 sites de captage. En 2024, 82 578 040 m3 d'eau ont été produites. 74 243 616 m3 d'eau ont été consommées, soit 203 407 m3 par jour. La distribution de l'eau potable est assurée par 4 128 km de réseau d'eau potable et 60 réservoirs/châteaux d'eau.

Cette eau prélevée ne subit aucun traitement en amont. Du chlore est simplement ajouté pour garantir sa protection au cours de son acheminement dans le réseau de distribution.

On note 290 534 mesures de qualité de l'eau potable cette année sur l'ensemble de la Métropole.

1. Faits marquants de 2024

En 2024, Eau du Grand Lyon franchit une étape de sa montée en puissance comme régie publique, dans un contexte marqué par le changement climatique, la pression sur les ressources et des attentes accrues des usagers.

La détection de nouveaux polluants, notamment les PFAS et le TFA, a renforcé les enjeux sanitaires et conduit la Métropole à renforcer les contrôles, le développement d'interconnexions de réseau, l'amélioration de la surveillance et l'exploration de nouvelles filières de traitement, en lien avec les acteurs agricoles et institutionnels.
La relation aux usagers a été transformée avec une nouvelle identité, un nouveau site internet, l'internalisation du centre d'appel et la mise en place d'un système de gestion de la relation usagers, opérationnels au 1er janvier 2025.

Un plan de sobriété hydrique a également été formalisé, visant une réduction de 15 % des consommations d'eau d'ici 2035, par la diminution des pertes et l'accompagnement des usagers vers des usages plus sobres.

L'année est aussi marquée par le vote, en mars 2024, d'une tarification solidaire et environnementale issue d'un large travail de concertation, instaurant une tarification progressive, la gratuité des 12 premiers m³ pour les particuliers et un dispositif garantissant que les ménages les plus modestes ne consacrent pas plus de 3 % de leurs revenus à l'eau. Enfin, la révision du Plan Climat métropolitain intègre pleinement les enjeux de l'eau, avec l'appui de l'Assemblée des usagers, qui a formulé des principes forts fondés sur la solidarité, la sobriété, la régénération du cycle de l'eau et une gouvernance démocratique.

2. Distribution de l'eau potable

Le nombre d'abonnés au service de l'eau est de 394 203 en 2024.

Au 1er janvier 2025, le prix du mètre cube d'eau potable payé par l'usager, comprenant une part Métropole et une part délégataire pour l'abonnement et pour la consommation, s'établissait à **2,0654 € HT** par m3 (1,8884 € HT au 1er janvier 2024).

Ainsi, sur la base d'une consommation annuelle de 120 m3, la part « eau potable » de la facture semestrielle de référence s'élève, abonnement et tous prélèvements pour tous organismes compris, à 130,7296 € TTC soit **2,179 € TTC par m3** au 1er janvier 2025, contre 119,5362 € et 1,982 € au 1er janvier 2024. On observe donc une augmentation de 9,36 %. A noter que la TVA est de 5,5% sur l'ensemble de ces postes.

3. Investissements financés et réalisés dans le cadre du budget annexe des eaux

En 2024, la Métropole a réalisé 54,811 M€ HT d'études et de travaux (32,263 M€ HT en 2022 par la Métropole et son délégataire). On observe donc une augmentation du montant des investissements à hauteur de 69,9 %. L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse a financé ces travaux au titre des subventions dans le domaine de l'eau potable à hauteur de 0,394 M€.

II - Assainissement collectif

Le service public d'assainissement collectif est géré en régie par la Métropole de Lyon.

150 millions de m3 d'eau traitée par les stations d'épuration. Les eaux usées des particuliers et celles provenant de certaines industries sont acheminées par un réseau de 3 320 km d'égouts équipé de 74 stations de relevage, vers les 12 stations de traitement des eaux usées de la Métropole. Chaque jour, un habitant de la Métropole rejette en moyenne 286 litres d'eaux usées.

1. Faits marquants de 2024

En 2024, la Métropole de Lyon a poursuivi la modernisation de son système d'assainissement. La nouvelle station de traitement des eaux usées de Saint-Germain-au-Mont-d'Or a été mise en service en juin, après trois ans de travaux, doublant sa capacité de traitement pour un coût total de 6,5 M€ HT.

Un nouveau cadre réglementaire pour les effluents non domestiques est entré en vigueur en juillet, renforçant l'encadrement des rejets, appliquant plus strictement le principe pollueur-payeur et améliorant la protection du réseau et des milieux naturels.

En septembre, un premier marché de compostage des boues des « petites » stations a été lancé, marquant une étape clé vers le retour au sol des boues et la réduction de l'incinération.

L'année a été marquée par des pluies exceptionnellement élevées, avec 1 056 mm cumulés, provoquant des épisodes d'inondations majeurs nécessitant une forte mobilisation des services.

Enfin, en octobre, la Métropole a été distinguée pour la deuxième année consécutive par le label « Territoire Eau en transition écologique », saluant sa performance énergétique, la valorisation des boues et la gestion des eaux pluviales à la source.

2. Exploitation du service public d'assainissement collectif

Le service public d'assainissement collectif est financé principalement par la redevance d'assainissement prélevée par la Métropole sur chaque mètre cube d'eau en provenance du réseau de distribution d'eau potable ou de toute autre source et rejeté au réseau public d'assainissement collectif. On note 400 425 abonnements en 2024.

Au 1er janvier 2025, le taux de la redevance d'assainissement collectif était de **1,3177 € HT** par m3 (contre 1,1458 € au 1er janvier 2024).

Ainsi sur la base d'une consommation annuelle de 120 m3, la part variable « assainissement » de la facture semestrielle de référence, tous prélèvements pour tous organismes compris, s'élève à 90,4530 € TTC, soit **1,508 € TTC par m3** au 1er janvier 2025 contre 89,7666 € TTC, soit 1,496 € TTC par m3 au 1er janvier 2024, soit une augmentation de 0,76 %. La TVA est à 10 % sur l'ensemble des postes.

3. Investissements financés et réalisés dans le cadre du budget annexe de l'assainissement

En 2024, dans le cadre du budget annexe de l'assainissement, la Métropole a réalisé pour 46,717 M€ HT d'investissement au titre de l'extension et de l'amélioration des réseaux, des stations d'épuration et de relèvement et des raccordements à l'égout public selon le détail ci-dessous :

- Sur les réseaux d'assainissement collectif : 34,244 M€ HT,
- Sur les stations d'épuration : 8,771 M€ HT,
- Sur les diverses études, acquisitions de matériel et véhicules d'exploitation, logiciels techniques (télégestion et systèmes d'information géographiques) : 3,702 M€ HT.

III – Evolution du prix de l'eau pour un abonné

Sur la base d'une consommation annuelle de 120 m3, en cumulant la part « eau potable » et la part « assainissement », le prix du mètre cube d'eau potable consommé et rejeté à l'égout public pour un abonné des services d'eau et d'assainissement collectif s'établissait donc, au 1er janvier 2025, à 3,687 € TTC/m³, abonnement et tous prélèvements et taxes compris (contre 3,478 €/m³ au 1er janvier 2024) soit une augmentation de 6 %

IV – Caractéristiques principales de l'eau distribuée et produite dans la Métropole de Lyon et à Vénissieux

Paramètre Mesuré	U.D.I[1] Centre intégrant Vénissieux	Seuil Réglementaire
Bactériologique	99% Conforme	/
Nitrates (mg/l)	5,59	< 50 mg/L
Pesticides (µg/l)	100% Conforme	< 0,5 mg/L
Dureté (°f)	19	> 15 [2]
Somme de 20 PFAS	0,0176	0,1 mg/L
Trihalométhanes	9,3	100 mg/L

Les résultats du contrôle sanitaire de Vénissieux sont disponibles sur : https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/la-qualite-de-leau-de-distribution-dans-votre-commune

[1] : Unité de distribution Centre, intégrant Vénissieux.

[2] : La dureté ne fait pas l'objet d'une valeur réglementaire. Elle est sans incidence sur la santé tant qu'elle est supérieure à 8°F.

L'eau distribuée au cours de l'année 2024 à Vénissieux a été conforme aux limites de qualité réglementaires pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques et bactériologiques mesurés.

V - Mise à la disposition du public du rapport annuel sur l'eau potable

Le rapport annuel 2024 et l'avis du Conseil de la Métropole sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont mis à la disposition du public auprès de la Direction du Cadre de Vie, service Environnement Voirie, en Mairie de Vénissieux, 5 avenue Marcel Houël.

Le rapport 2024 de la Métropole sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement peut être consulté en ligne et téléchargé à l'adresse suivante :
https://www.grandlyon.com/pratique/publications-eau

Vu l'article L2224-5 du CGCT relatif à la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,

Vu l'article D2224-3 du CGCT relatif aux rapports en conseil municipal des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale,

Considérant l'obligation de présenter, chaque année, à l'assemblée délibérante le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable ainsi que le rapport sur l'activité du service public de l'assainissement,

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE M. MILLET, GROUPE COMMUNISTE ET RÉPUBLICAIN

Permettez-moi chers collègues un mot sur une transformation historique de la gestion de l'eau dans l'agglomération lyonnaise, le retour en régie. Oui, c'est bien un retour. L'eau a été gérée en régie à Lyon de 1900 à 1986, après la création de la future CGE par Napoléon III.

Cette première régie de l'eau est connue pour la création du premier laboratoire contre la typhoïde en 1928 et la mise en place des compteurs individuels qui ont permis pour la première fois une maîtrise de la consommation.

Je suis très fier d'avoir contribué au débat sur la gestion publique de l'eau dans les années 2010, et encore plus d'avoir participé depuis 2020 à la constitution de cette régie publique de l'eau du Grand Lyon, dont le bilan qui transparait dans ce rapport annuel est éclairant.

Le premier enjeu de la création de la régie était d'assurer le bon fonctionnement technique et administratif, en résumé, que l'eau coule du robinet et que les factures soient payées. Je vous assure que c'était un énorme enjeu dont la réussite est complète, ce qui n 'a pas empêché des actions nombreuses qui ont commencé à changer la gestion de l'eau.

- La protection des aires d'alimentation de captage contre les pollutions, avec un gros travail sur les PFAS notamment
- Le droit d'accès à l'eau en lien avec les politiques de l'habitat, du logement et de la politique de la ville
- L'incitation à la sobriété hydrique des consommateurs d'eau professionnels
- La participation citoyenne avec l'assemblée des usagers de l'eau et les représentants des suagers au conseil d'administration
- l'internationalisation du centre d'appel qui est une grande réussite technique et sociale pour le relation usager
- un schéma directeur d'alimentation en eau potable avec un plan à horizons 2035 et 2050 avec la connexion sur la Saône, la rénovation de l'usine de Rillieux la Pape, un taux de renouvellement des réseaux en hausse les défis à venir, à innover et à porter une politique de l'eau.
- et bien sûr la tarification sociale et environnementale qui est une expérience dont il faudra tirer les leçons.

Je me rappelle les réticences des élus de droite et malheureusement de beaucoup d'autres expliquant que le privé avait une expérience et une capacité à traiter des problèmes techniques complexes que le public aurait du mal à assumer. Et bien, la démonstration est faite et la meilleure preuve, c'est que pour les usagers, tout fonctionne, la transition s'est faite sans heurt, alors que les transformations internes de la régie de l'eau depuis sont gigantesques.

Actuellement, les services publics sont dans la ligne de mire des capitalistes. Les actionnaires d'AXA veulent privatiser la SECU, l'accusant de tous les maux alors que ses frais de gestion sont beaucoup plus bas que ceux des assurances privées, et même des mutuelles d'ailleurs ! On sait bien que la raison première des privatisations, c'est la chasse à tout ce qui peut s'avérer juteux, et sur lequel le privé se concentrera en détruisant tout ce qui ne l'intéresse pas.

Depuis longtemps, on sait par exemple que si l'agglomération lyonnaise a une eau de bonne qualité, elle est à 90% dépendantes du champ captant de Cremieux-Charmy, et qu'il faut lui trouver une alternative. Le cadre de la DSP ne permettait pas de le décider, la régie l'a fait, engageant de lourds investissements sur l'usine de Rillieux et planifiant le raccordement à la Saône. De même si l'eau capté à Cremieux-Charmy est de qualité exceptionnelle, grâce aux filtres naturels des gravières du Rhône, cela n'exclue pas les risques de pollutions, dans les prises de l'Est lyonnais provenant de l'agricutlure, et dans le sud, des pollutions industrielles comme les PFAS. Là aussi, la régie a engagé des actions exemplaires, autant sur la transparence pour les usagers que sur les actions de prévention et de dépollution.

Ce premier mandat de la régie de l'eau est riche d'enseignement et il faudra continuer à travailler pour faire mieux, que ce soit sur la tarification pour mieux tenir compte des besoins des familles nombreuses, du parc social qui est majoritairement géré par des compteurs privés, de la bonne gestion des consommations dans les activités professionnelles, et au passage, ce sera le cas pour notre future piscine Delaune.

Nous pouvons remercier les équipes de la régie de l'eau, techniques comme de direction. Vive le service public !

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- prendre acte de ce rapport annuel 2024.

Suffrages exprimés	**0**	
Vote(s) Pour	**0**	
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**0**	
Ne prend pas part au vote	**0**	

45 - RAPPORT ANNUEL 2024 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur SGHAIER

En application de l'article L.3642-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole de Lyon exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA). Elle assure à ce titre la collecte, le traitement, l'élimination et la valorisation de ces déchets.

Conformément à l'article D.2224-1 du CGCT, la Métropole de Lyon présente un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des DMA destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport annuel a été présenté, pour l'exercice 2024, au conseil de Métropole le 17 novembre 2025 (Délibération n° 2025-3139).

En application de l'article D.2224-3 du CGCT, le maire présente au conseil municipal le rapport transmis par la Métropole de Lyon, dont le contenu est précisé dans ce même article.

I – Prévention et collecte des déchets

En 2024, le périmètre de la Métropole de Lyon couvre 58 communes pour 1 433 613 habitants (+0,67 % par rapport à 2022). La population vénissiane s'élève à 66 363 habitants.

1. Prévention des déchets

En 2024, la prévention des déchets constitue un axe de la politique métropolitaine : la mise en œuvre du Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) 2019-2024 a permis de dépasser l'objectif initial, avec une réduction d'environ 37 kg de déchets ménagers et assimilés par habitant en six ans, contre un objectif de réduction fixé à l'initial à 31,9 kg par habitant. Cette dynamique repose prioritairement sur la réduction à la source, la lutte contre le gaspillage alimentaire, le développement du compostage et le réemploi.

Le tri à la source des biodéchets est désormais généralisé dans les zones denses, avec 2 586 bornes à compost installées et un taux de couverture de 96 % de la population cible. En parallèle, le compostage de proximité a été renforcé : 32 170 composteurs individuels ont été distribués depuis 2021, dont 6 133

composteurs sur 2024, permettant d'éviter environ 3 861 t/an de déchets, tandis que le compostage partagé représente un potentiel d'évitement estimé à près de 2 000 t/an.

Le réemploi constitue un autre levier structurant de la prévention, avec 264 tonnes d'objets collectés dans les donneries en 2024, contribuant à allonger la durée de vie des produits et à limiter la production de déchets. Les actions de sensibilisation ont également été intensifiées, avec près de 170 000 habitants sensibilisés à la prévention et au tri sur l'année.

Enfin, l'adoption du Plan zéro plastique en 2024 et la révision du PLPDMA pour la période 2025-2030 confirment l'inscription de la prévention des déchets dans une trajectoire de long terme.

2. Collecte des déchets

L'indice de réduction des déchets ménagers et assimilés produits par an et par habitant est de : - 15,1 % de 2010 à 2024 (de 427,1 kg par habitant en 2010 à 362,5 en 2024) et respecte l'objectif fixé par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi AGEC : - 15 % de 2010 à 2030.

On observe une diminution des quantités de déchets ménagers assimilés produits par habitant (- 0,1 % de 2023 à 2024) ainsi que sur les ordures ménagères résiduelles (- 2,9 %). En revanche, il est observé une augmentation sur la plupart des flux (+ 2,5 % sur les emballages légers et papiers, + 2,4 % sur les déchetteries et déchets occasionnels).

La déchetterie de Vénissieux a collecté 5 996 t de déchets en 2024, contre 5 550 t en 2023 et 5 586 t en 2022, soit une augmentation de 8,03 %.

En 2024, 1107,8m³ de dépôts sauvages ont été ramassés sur le domaine public, correspondant à 473 interventions.

Les chiffres détaillés par type de déchet sont présentés pour la Métropole et Vénissieux dans le tableau suivant.

Evolution des quantités collectées

Quantité collectée	Métropole 2023 (kg/an/ habitant)	Métropole 2024 (kg/an/ habitant)	Evolution Métropole 2023-2024	Vénissieux 2023 (kg/an/ habitant)	Vénissieux 2024 (kg/an/ habitant)	Evolution Vénissieux 2023-2024
Ordures ménagères résiduelles	202,3	196,5	-2,9 %	262,9	270,8	+3 %
Collecte sélective (emballages et papiers)	41,5	42,5	+2,5 %	26,5	27,9	+5,3 %
Verre	22,4	22,0	-1,5 %	8,05	7,8	-3,1 %
Total Ordures ménagères	**268,8**	**266,8**	**-0,8 %**	**297,4**	**306,5**	**+3,1 %**

A Vénissieux, la quantité de DMA par habitant est supérieure à la moyenne métropolitaine (306,5 kg/an/habitant contre 266,8 pour la Métropole) et est en hausse par rapport à 2023.

3. Traitement des déchets

Dans le cadre du traitement des DMA, le taux de valorisation matière et énergie s'élève à 96,7 % (contre 95,6 % en 2023) dont :

- 60,8 % des déchets orientés vers la valorisation énergétique (ordures ménagères résiduelles, refus de tri de collecte sélective…) contre 62,8 % en 2023,

- 35,8 % des déchets orientés vers la valorisation matière : recyclage, régénération ou compostage, remblaiement (déchets en provenance des déchetteries, de la collecte sélective, dépôts sauvages, verre, emballages…) contre 32,8 % en 2023,

- 3,4 % des déchets orientés vers le stockage (encombrants et gravats n'ayant pas pu être valorisés…), contre 4,4 % en 2023.

La performance de recyclage des emballages est en baisse (52 % contre 54 % en 2023) et encore éloignée de l'objectif national de 75 %. Le taux d'erreur de tri semble réamorcer une légère baisse en 2024, correspondant au geste de tri des habitants (35,7 % en 2024 contre 36,4 % en 2023).

4. Actions limitant l'impact des activités sur l'homme et l'environnement

La gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire métropolitain génère en 2024 un impact carbone estimé à 214 kg équivalent CO_2 par habitant, soit l'équivalent de 1 205 km parcourus en voiture. Cet impact brut intègre l'ensemble des étapes de collecte, de traitement et de valorisation.

La collecte et le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) constituent un levier majeur de réduction de l'empreinte environnementale. En 2024, 1 455 156 appareils électriques et électroniques ont été collectés, soit 3,8 kg par habitant et par an, un niveau supérieur à la moyenne nationale des territoires urbains. À cela s'ajoutent 301 444 lampes collectées. Ces flux ont permis le recyclage de 4 173 tonnes de matières (métaux ferreux et non ferreux, plastiques) et l'évitement de 3 929 tonnes de CO_2, tout en réduisant l'extraction de matières premières et la consommation énergétique associée.

5. Bilan financier

Les dépenses du service s'élèvent à 174 M€ HT / 185 M€ TTC (- 1,08 % par rapport à 2023).

Les recettes issues des activités s'élèvent à 47,8 M€ HT (soit + 18,02 % par rapport à 2023), réparties comme suit :

- recettes industrielles : 69 % (33,2 M€ HT)

dont vente de matière issue de la collecte sélective (y compris verre) : 4,7 M€ (4,3 M€ en 2023)

dont vente de matière issue des déchetteries : 1,7 M€ (1,3 M€ en 2023)

dont recettes liées à la valorisation énergétique : 24,3 M€ (25,1 M€ en 2023)

- Chaleur, électricité : 16,7 M€
- Traitement des déchets non ménagers + autres collectivités : 7,3 M€
- Vente de métaux : 0,2 M€

- soutiens et aides : 30 % (14,2 M€ HT)

- contribution des usagers : 1 % (0,5 M€ HT) – y compris redevance d'accès en déchetterie

Les montants des principales prestations rémunérées à des entreprises sont les suivants :

Principales prestations rémunérées de 2023 à 2024 (en millions d'euros TTC)			
	2023	**2024**	**VARIATION**

			2023 - 2024
PRÉVENTION			
Compostage domestique	1,3	**0,8**	-38,46 %
COLLECTE			
Collecte en bacs	28,8	28,8	0,00 %
Collecte en silos	3,5	4,1	17,14 %
Exploitation des déchèteries	10,1	10	-0,99 %
Prestations d'intérim pour la collecte	1,8	2,7	50,00 %
TRAITEMENT			
Tri des déchets recyclables	13,3	14,5	9,02 %
Valorisation des déchets de déchèteries	7,7	8,2	6,49 %
(dont compostage des déchets végétaux)	1,3	1,4	7,69 %
Traitement des déchets alimentaires	0,5	1,1	120,00 %
Valorisation énergétique - usine de Rillieux-la-Pape (Lyon Nord)	12,9	15,2	17,83 %
Traitement des résidus d'incinération (mâchefers, REFIOM)	3	3,1	3,33 %

II – Évènements et initiatives à Vénissieux

Par la politique de Développement Humain Durable de Vénissieux, la ville affiche la volonté d'améliorer de manière significative le tri des déchets et le niveau de propreté, en lien avec ses partenaires.

En 2024, la Ville de Vénissieux a poursuivi son engagement visant à devenir une collectivité exemplaire en matière de production et de tri des déchets, conformément à l'objectif 10 de son plan d'actions.

Si les trajectoires relatives à la réduction du gaspillage alimentaire, à la suppression de la vaisselle jetable et à la baisse annuelle des déchets produits demeurent à surveiller et à renforcer, des avancées structurelles ont néanmoins été réalisées. La Cuisine centrale a ainsi mené, entre 2022 et 2024, plusieurs phases de tests en vue de remplacer les contenants plastiques par des contenants réutilisables, en application de la loi AGEC de 2020. Le déploiement opérationnel est prévu au 1er janvier 2026.

Sur le plan quantitatif, l'année 2024 se caractérise par une baisse de 3,2 tonnes de papier collecté et de 3 tonnes de cartons issus de la Cuisine centrale. En parallèle, des tonnages historiquement élevés ont été enregistrés pour les déchets industriels banals et inertes (295,5 tonnes) ainsi que pour les déchets verts (625,05 tonnes), en lien avec des conditions climatiques particulièrement favorables à la croissance végétale.

Depuis le 1er janvier 2024, tous les marchés forains de la Métropole seront soumis au tri de leurs déchets, avec 819 tonnes de déchets triés dont 244 tonnes de biodéchets, accompagnées de trois procès-verbaux pour non-respect des consignes de tri. Les communes prennent à leur charge la gestion de ce service, soit en direct, soit avec un accompagnement porté par le service du nettoiement de la Métropole.

Une collecte solidaire complémentaire des déchets d'équipement électrique et électronique a par ailleurs été organisée en 2024 à Vénissieux par l'organisme Ecosystem, pour un total de 1 308 kg de déchets récoltés, en baisse de 281 kg par rapport à 2023.

Enfin, samedi 22 juin 2024, un challenge interquartiers a été organisé par la commission de prévention des incivilités de la Ville de Vénissieux, en partenariat avec la Métropole de Lyon, et a permis de collecter 593 kg de déchets sur l'espace public. En plus de nettoyer les quartiers, l'autre objectif de cette matinée était de faire de la sensibilisation auprès des habitants.

Les données complètes du rapport annuel 2024 sont à la disposition du public auprès de la Direction du Cadre de Vie, service Environnement Voirie, (5ème niveau de l'Hôtel de Ville de Vénissieux) ainsi que sur le site de la Métropole de Lyon : https://www.grandlyon.com/pratique/publications-dechets

Un affichage informera le public des modalités d'accès à ces informations et un certificat d'affichage sera adressé à la Métropole de Lyon.

Vu l’article L.2224-14-1 du CGCT, relatif à la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des DMA destiné notamment à l’information des usagers,

Vu l’article D.2224-3 du CGCT, relatif aux rapports en conseil municipal des communes membres d’un établissement public de coopération intercommunale,

Considérant l’obligation de présenter chaque année à l’assemblée délibérante le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des DMA,

DÉBAT / DISCUSSIONS

INTERVENTION DE F. LOUCIF HAMIDOUCHE, GROUPE UNION DES VENISSIANS INDEPENDANTS

Madame le Maire mes chers collègues

Je voudrais en profiter une augmentation significative des dépôts sauvages malgré une déchetterie à proximité. Qu’est-ce qui peut expliquer cela ? Le manque de civilité ou d'information. Je m'interroge. Je voudrais en profiter car je n'aurai pas sans doute pas d'autre occasion de remercier les vénissians qui m'ont fait confiance pour les représenter pendant ces 5 années passées. Je l'ai fait avec mes principes et avec toutes mes convictions. Je les en remercie et j'espère ne pas les avoir déçus.

Merci.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- prendre acte de ce rapport annuel 2024.

Suffrages exprimés	**0**	
Vote(s) Pour	**0**	
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**0**	
Ne prend pas part au vote	**0**	

46 - COMPTE-RENDU DES ACTES DE GESTION ACCOMPLIS PAR MADAME LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DE LA DÉLIBÉRATIONS N°40 DU 11 JUILLET 2020 LUI DONNANT DÉLÉGATION

Présents :

Michèle **PICARD** ; Nacer **KHAMLA** ; Saliha **PRUDHOMME-LATOUR** ; Véronique **FORESTIER** ; Lanouar **SGHAIER** ; Samira **MESBAHI** ; Djilannie **BENMABROUK** ; Véronique **CALLUT** ; Bayrem **BRAIKI** ; SOUAD **OUASMI** ; Nicolas **PORRET** ; Patricia **OUVRARD** ; Hamdiatou **NDIAYE** ; Monia **BENAISSA** ; Pierre-Alain **MILLET** ; Valérie **TALBI** ; Aurélien **SCANDOLARA** ; Sophia **BRIKH** ; Joëlle **CONSTANTIN** ; Yolande **PEYTAVIN** ; Pierre **MATEO** ; Saïd Hamidou **ALLAOUI** ; Nathalie **DEHAN** ; Christelle **CHARREL** ; Karim **SEGHIER** ; Murat **YAZAR** ; Benoît **COULIOU** ; Albert **NIGRA** ; Lotfi **BEN KHELIFA** ; Aurélien **ARNOULD** ; Cyril **SANTANDER** ; Marie-Danielle **BRUYERE** ; Lionel **PILLET** ; Maurice **IACOVELLA** ; Alexandre **DALLERY** ; Fatma **LOUCIF HAMIDOUCHE**

Procurations :

Jean-Maurice **GAUTIN** donne pouvoir à Michèle **PICARD** ; Yannick **BUSTOS** donne pouvoir à Patricia **OUVRARD** ; Aude **LONG** donne pouvoir à Benoît **COULIOU** ; Estelle Sophia **JELLAD** donne pouvoir à Marie-Danielle **BRUYERE**

Absent(e) :

Jeff **ARIAGNO** ; Amel **KHAMMASSI** ; Idir **BOUMERTIT** ; Sandrine **PICOT** ; Fazia **OUATAH** ; Yalcin **AYVALI** ; Farid **BEN MOUSSA** ; Camille **CHAMPAVERE** ; Damien **MONCHAU**

Rapport de Monsieur KHAMLA

En application des dispositions de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal a chargé Madame le Maire pour la durée de son mandat de l'accomplissement de divers actes de gestion municipale énumérés dans la délibération n°40 du Conseil municipal du 11 juillet 2020.

L'ensemble des décisions prises dans ce cadre sont portées sur le document joint en annexe.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°40 du conseil municipal du 11 juillet 2020 ;

DÉBAT / DISCUSSIONS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir délibéré, décide :

- Prendre acte de ce compte-rendu.

Suffrages exprimés	**0**	
Vote(s) Pour	**0**	
Vote(s) Contre	**0**	
Abstention(s)	**0**	
Ne prend pas part au vote	**0**	

Procès verbal adopté à la séance du

A Vénissieux, le 23 mars 2026

Le Maire Maire	Le secrétaire Nicolas PORRET